Plan Local d'Urbanisme

Collectivité de Corse

Plan Local d'Urbanisme




CONCA

Annexes

Emplacements réservés










Juin 2026

Commune de Conca

Annexes d'urbanisme & annexes sanitaire

Servitudes d'utilité publique (SUP)

SOMMAIRE

Avant – propos 4
Liste des annexes 5

Annexes d'urbanisme

Repérage des OAP du PLU 7
Prescriptions d'isolement acoustique aux abords des infrastructures de transports 8

Annexes sanitaires

Assainissement 14
Adduction d'eau potable 22
Déchets 28

Risques naturels

Secteurs soumis à un risque inondation 30
Secteur soumis à un risque éboulis – chute de blocs 54
Zones de submersion marine 55
Risque incendie de forêt 57

Servitudes d'utilité publique

Forêt soumise au régime forestier 62
Electricité 63
Télécommunications 64
Cimetière 65

Emplacements réservés 67

Autres renseignements et servitudes - Annexes facultatives

Patrimoine archéologique 72
Débroussaillement légal 73





Avant – Propos

Le PLU comporte des annexes dont l'objet est d'informer le public de l'existence de contraintes administratives qui ne découlent pas elles-mêmes du PLU. **Le contenu de ces annexes est précisé aux articles R. 151-52 et R. 151-53 du code de l'urbanisme.**

Les annexes du PLU permettent essentiellement d'informer les administrés sur l'existence de règles adoptées à travers d'autres procédures du code de l'urbanisme ou d'autres polices administratives spéciales.

Par ailleurs, parmi les annexes du PLU, **les servitudes d'utilité publiques (SUP)** se distinguent par leur statut particulier. Les SUP contiennent principalement des règles adoptées par l'Etat dans le cadre de polices administratives spéciales (prévention des risques, salubrité, défense nationale…) dont l'objet est d'encadrer ou limiter les possibilités d'occuper le sol. Les dispositions contenues dans ces SUP sont directement opposables aux demandeurs d'autorisation, mais à la condition d'avoir, au-delà d'un certain délai, été annexées au PLU.

La servitude annexée au PLU s'applique concurremment avec les dispositions du PLU opposables aux demandeurs d'autorisation. En cas de contradiction entre le PLU et la SUP, la norme la plus contraignante doit trouver à s'appliquer. En pratique, c'est souvent la SUP qui apparait comme étant la plus restrictive et qui l'emporte, ainsi, sur les dispositions réglementaires du PLU.

La liste des servitudes d'utilité publique est annexée à la fin du livre 1er de la partie réglementaire du code de l'urbanisme. Ces servitudes sont regroupées en quatre catégories :

- ⇨ Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine : patrimoine naturel, culturel et sportif.
- ⇨ Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie, mines et carrières, canalisations, communications, télécommunication.
- ⇨ Les servitudes relatives à la défense nationale et à la salubrité : cimetière, établissements conchylicoles.
- ⇨ Les servitudes relatives à la sécurité publique : plan de prévention des risques naturels prévisibles, plan de prévention des risques technologiques….

A ces annexes obligatoires, les auteurs du PLU peuvent, par ailleurs, ajouter d'autres éléments d'information. Ces **annexes facultatives** ne doivent, toutefois, pas contenir de dispositions contraignantes, ni introduire une contradiction au sein des différentes composantes du PLU.

Article R151-52

Modifié par Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13

Figurent en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants, prévus par le présent code :

1° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article L. 111-16 ne s'applique pas ;

2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6 ;

3° Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 113-16 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;

4° Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;

5° Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article L. 121-28 ;

6° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12 ;

7° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;

8° Les zones d'aménagement concerté ;

9° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010 ;

10° Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L. 331-14 et L. 331-15 ;

11° Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36 ;

12° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L. 332-11-3 ainsi que ceux délimités en application du II de cet article ;

13° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1 ;

14° Les périmètres de projet prévus à l'article L. 322-13.

Article R151-53

Modifié par Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13

Figurent également en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants :

1° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article L. 712-2 du code de l'énergie ;

2° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime ;

3° Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier ;

4° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles L. 321-1, L. 333-1 et L. 334-1 du code minier ;

5° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;

6° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;

7° Les bois ou forêts relevant du régime forestier ;

8° Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;

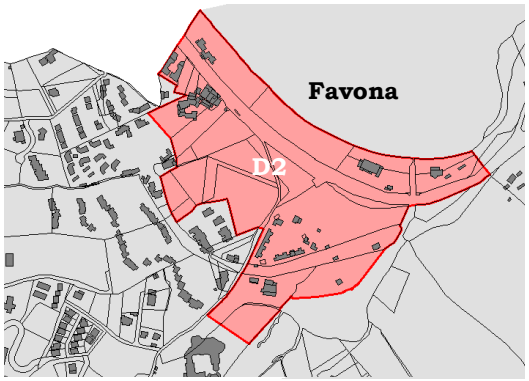
9° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;

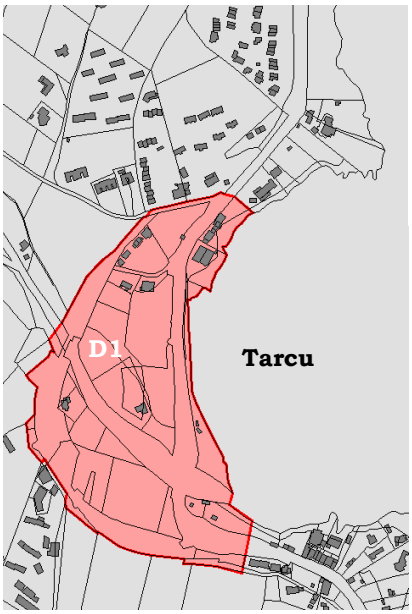
10° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement ;

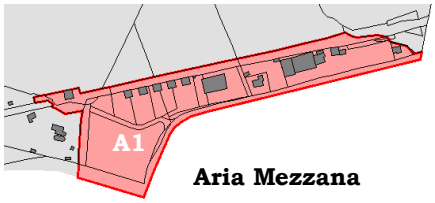
11° Le règlement local de publicité élaboré en application de l'article L. 581-14 du code de l'environnement ;

12° Les périmètres des biens inscrits au patrimoine mondial et de leur zone tampon mentionnés à l'article L. 612-1 du code du patrimoine.

Repérage des Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLU







Aria Mezzana (A1)

Réparation urbaine d'une zone d'activités
Et traitement des entrées de commune : 3,3ha

Tarcu (D1)

Ré-enchantement de la traverse de Tarcu
Et requalification d'un nouveau centre : 5,8ha

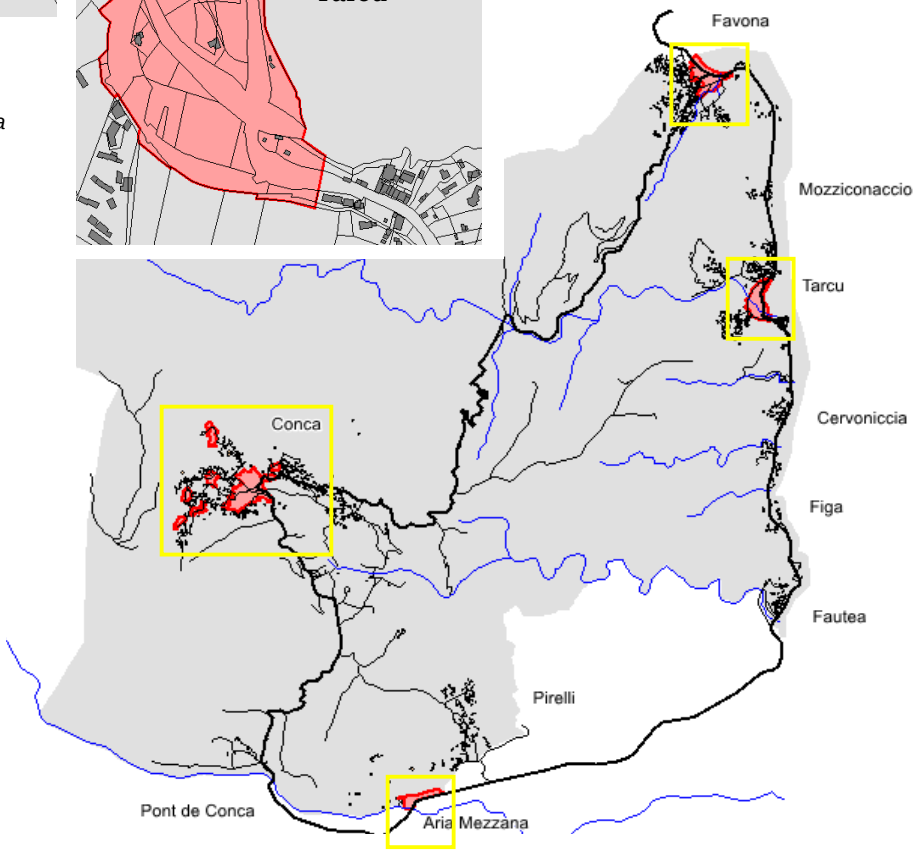
Favona (D2)

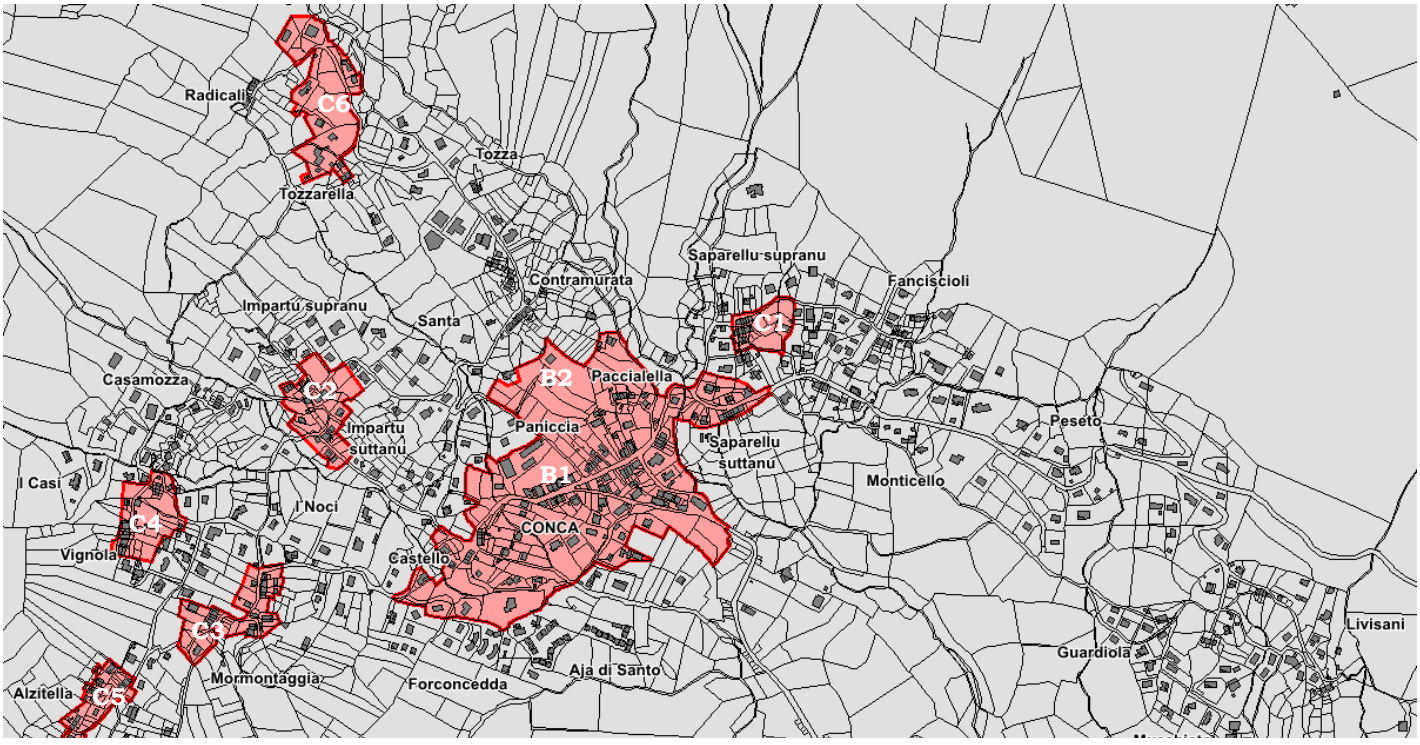
Aménagement de la traverse de Favona
Et organisation d'un nouveau centre : 8,7ha

Renforcement de l'armature urbaine de l'espace villageois

Conca (B1) et Pianiccia (B2) : structuration de la trame urbaine du cœur villageois.
Conca : 10,5ha
Pascialella – Paniccia : 2,3ha

Renforcement de l'armature urbaine des hameaux satellites (C1, C2, C3, C4, C5, C6).
Saparellu supranu : 0,6ha
Impartu : 1,3ha
Mormontaggia : 1,2ha
Vignola : 1,0ha
Alzitella : 0,7ha
Tozzarella : 2,0ha





ARRÊTÉ DU 30 MAI 1996 RELATIF AUX MODALITÉS DE CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

(JO du 28 juin 1996)

NOR : ENVP9650195A

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2, R. 410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Art. 1er.

Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

Titre I : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Art. 2

Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6 heures-22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22 heures-6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U"
- à une distance de l'infrastructure *(*)* de dix mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment. (*) Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Art. 3

Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme;

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S 31-088 "Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation" et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4

Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence Laeq (6 h-22 h) en dB (A)	Niveau sonore de référence Laeq (22 h-6 h) en dB (A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ou à 81	71 < L ou à 76	2	d = 250 m
70 < L ou à 76	65 < L ou à 71	3	d = 100 m
65 < L ou à 70	60 < L ou à 65	4	d = 30 m
60 < L ou à 65	55 < L ou à 60	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comptée de part et d'autre de l'infrastructure.
Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.
Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Titre II : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment

Art. 5

En application du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6

Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A - Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal DnAT
1	45 dB (A)
2	42 dB (A)
3	38 dB (A)
4	35 dB (A)
5	30 dB (A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB (A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B - En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.
Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :0

Situation	Description	Correction
Façade en vue directe.	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments.	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit	3 dB (A) - 6 dB (A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel.	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	- 6 dB (A) - 3 dB (A) - 9 dB (A) - 6 dB (A)
Façade en vue directe d'un bâtiment.	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) - façade arrière	- 3 dB (A) - 9 dB (A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.
(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB (A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB (A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB (A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB (A), en prenant, parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Art. 7

Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :

- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et Pr S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB [A])	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB [A])
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB (A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8

Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à deux mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9

Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB (A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB (A);
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB (A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27 °C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50 mètre au-dessus du sol.

Titre III : Dispositions diverses

Art. 10

Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe I de l'arrêté du 6 octobre 1978 précité continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 11

Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1996.

Le ministre de l'environnement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs,
G. DEFRANCE

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des routes,
C. LEYRIT

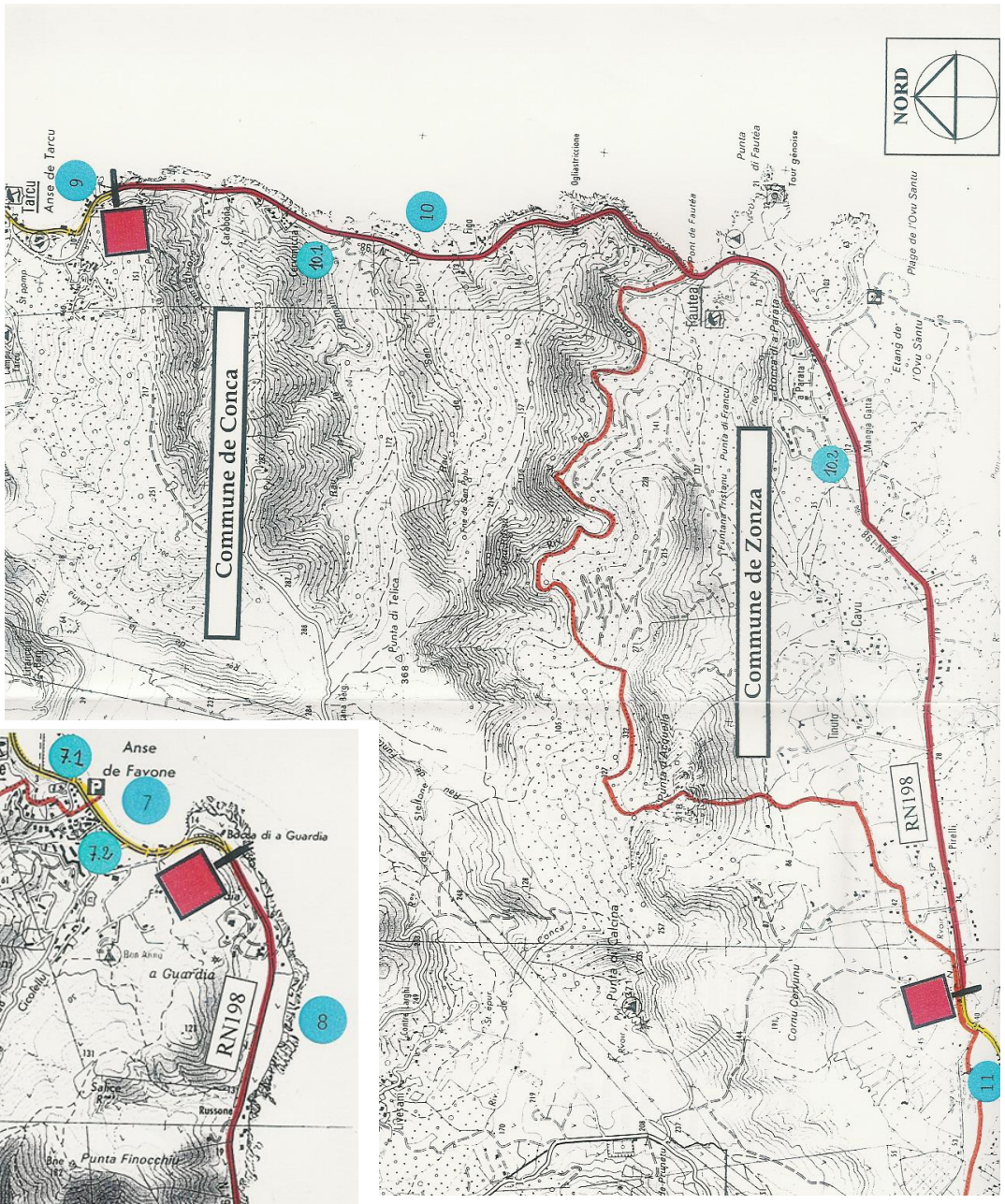
Le ministre du travail et des affaires sociales,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
J.-F. GIRARD

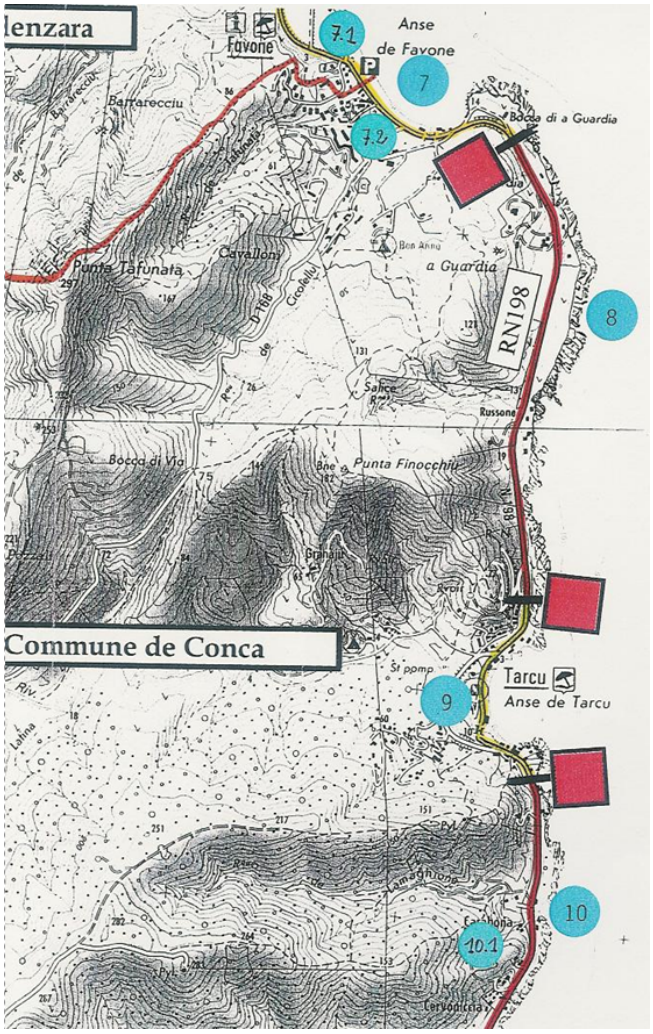
Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques,
J.-P. FAUGERE

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
M. THENAULT

Le ministre délégué au logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'habitat et de la construction,
P.-R. LEMAS

Le secrétaire d'Etat aux transports,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur des transports terrestres,
H. DU MESNIL





Légende :

Rouge : catégorie 3 distance 100 m.
Jaune : catégorie 4, distance 30 m.

Annexes sanitaires
A- Assainissement

1- Filières d'assainissement et réglementation

La réglementation française et la Directive Européenne du 21 mai 1991 imposent une obligation à l'assainissement des eaux usées domestiques sur l'ensemble du territoire depuis le 31 décembre 2005. Deux modes sont envisageables en fonction du milieu (pentes, sols, concentration des zones habitées) et suivant les principes fixés par la loi sur l'eau (article 35) : assainissement collectif ou autonome.

- ⇨ L'assainissement collectif est à la charge de la collectivité.
- ⇨ L'assainissement autonome reste à la charge des particuliers et sous contrôle du SPANC de la com-com.

Objectif :

- ⇨ Garantir aux populations des solutions durables pour le traitement et l'évacuation des eaux usées et pluviales.
- ⇨ Préserver l'environnement et la ressource en eau souterraine et superficielle.
- ⇨ Assurer le meilleur compromis économique.
- ⇨ Etre en harmonie avec la législation en vigueur.

2- L'assainissement collectif sur Conca

Assainissement collectif Frange littorale Sivom *(situation en 2021)*

Assainissement collectif Frange littorale – Sainte-Lucie n°060920362002

- ✓ Station d'épuration type physico-chimique de 20 000EH. Extensible à 30 000EH. Rejet dans le fleuve Cavu.
- ✓ Qualité conforme aux normes européennes (Satese).
- ✓ Communes raccordées : Conca, Zonza et Lecci qui va se désolidariser en 2026-2027 et avoir sa propre station d'épuration d'une capacité de 15 000EH afin de libérer de la capacité de traitement.
- ✓ Production : environ 3360m^3/j. 856 242m^3/an, .avec un maximum de 7917m^3/j.
  Pic estival : environ 19 000EH. (5192 abonnés dont 1976 sur Ste Lucie).
  Charge maximale entrante 11 673EH.
  Saturée environ 49j/an.
- ✓ Volume moyen d'eau usée domestique à traiter en période estivale : 2998m^3/j soit 89,2% de sa capacité nominale.
  Flux maximum à traiter : 7917m^3/j.
  Volume moyen d'eau usée domestique à traiter en basse saison : 1796m^3/j soit 53% de sa capacité nominale.
- ✓ 4 postes de relevage : Villata, Pinarello, Vardiola et Cataro.
- ✓ Réseau séparatif en PVC et fonte allant de Favona à Cala Rossa.
  195 130ml en gravitaire et 24 1057ml de refoulement.
  Intrusion d'eaux brutes parasitaires dans le réseau.
- ✓ Production de boues : 156 tonnes de matière sèche et 3142 m^3 de produits bruts. Les boues sont envoyées dans la plate-forme de compostage de St-Lucie, juste à côté.

Charges polluantes :

Type	Concentration maximale	Rendement minimum	Concentration rédhibitoire
DBO5	25mg/l	80%	50mg/l
DCO	125mg/l	75%	250mg/l
MES	35mg/l	90%	85mg/l
NTK	15mg/l	70%	-
PT	2mg/l	80%	-

Effluents supplémentaires attendus

- ⇨ Conca littoral : 200 EH.
- ⇨ Solenzara Favona : 100EH.
- ⇨ Ste Lucie : 800 EH.
- ⇨ Lecci : 0 EH.

⇨ Total : environ 1100 EH.

Effluents à soustraire : 8000EH

- ⇨ Lecci
- ⇨ Frange littorale Lecci.

Construction d'une nouvelle STEP de 30000 EH. Sur la commune de Lecci qui va se désolidariser de celle de Ste Lucie dès courant 2026-2027.

Assainissement collectif – village de Conca n°060920092001

L'espace villageois de Conca dispose d'une unité de collecte et de traitement des effluents sur Conca.

- ✓ Taux de raccordement: 100%.
- ✓ Secteurs raccordés : le village et ses 22 hameaux.

- ✓ 7 510 ml de réseau gravitaire de calibre 200 mm.

- ✓ Station d'épuration de 2 500 Eqhab. mise en service en juillet 1996.
- ✓ Production et population collectée : entre 930EH et 2020EH.
- ✓ Marge de 480EH en août.

- ✓ Type de traitement : boues activées en aération prolongée.

- ✓ Capacité nominale : 375m^3/j.
- ✓ Une capacité en charge moyenne de 122m^3/j.
- ✓ Une capacité en charge maximale moyenne de 294m^3/j.

- ✓ Autorisation de rejet en rivière de Conca.

- ✓ Filière boues : déshydratation. Evacuation en bennes d'un volume approximatif de 6,5 tonnes.
- ✓ Destination des boues : station de compostage de Sainte-Lucie.

Effluents supplémentaires attendus sur Conca village

- ⇨ Population permanente : 150 EH.
- ⇨ Population estivale : 450 EH.

- ⇨ Total : environ 600 EH.
  Une marge d'environ 700 EH horizon 2040 pour la station d'épuration du village.

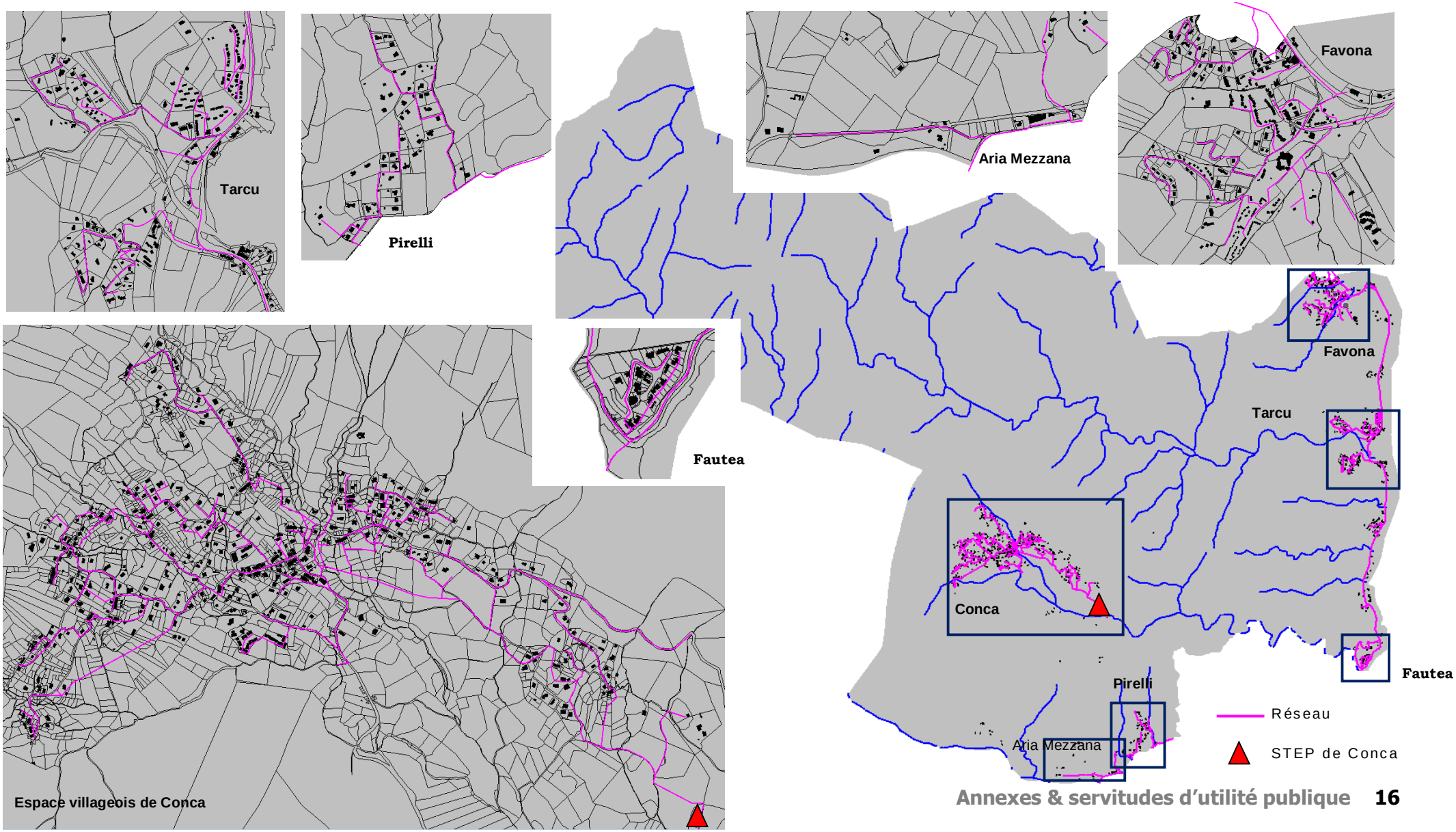


Infrastructures et réseau d'assainissement collectif – commune de Conca 2023

Secteur	Diamètre des conduites	Type assainissement	Structure de l'habitat	Observations
Conca village	PVC 200-300 mm	Collectif	Mixité de l'habitat Petits commerces	Densification de l'existant Petit parcellaire
Aria Mezzana	PVC 200 mm	Collectif	Camping Zone d'activités Habitat diffus à isolé	Au regard des prescriptions de la loi littoral et en absence actuelle d'application de la loi ELAN en Corse seule la restauration et l'extension limitée des constructions existantes sera autorisée ainsi que des opérations de renouvellement urbain sans accroître de façon notoire les densités Aucune construction ou extension supplémentaire dans la bande des 100m. Densification limitée dans les EPR
Pirelli	PVC 200mm	Collectif	Habitat diffus pavillonnaire	
Capo di Stella Fautea	PVC 200 mm	Collectif	Habitat groupé Pavillonnaire	
Cervoniccia	PVC 200 mm	Collectif	Habitat isolé à diffus	
Figha	PVC 200 mm	Collectif	Habitat pavillonnaire isolé à diffus Motel	
Mozziconaccio	PVC 200 mm	Collectif	Habitat mixte linéaire Pavillonnaire diffus	
Tarcu	PVC 200 mm	Collectif	Pavillonnaire diffus Résidences de vacances Petits commerces Restaurants débits de boissons Camping	
Favona	PVC 200 mm	Collectif		
Pont de Conca	-	Individuel	Habitat isolé	

Source : Agence Platinium 2023 - d'après les plans Kyrnolia

L'assainissement collectif sur Conca



3- Assainissement non collectif (ANC) sur Conca

En 2023 une vingtaine de constructions d'habitations étaient en ANC. La compétence SPANC relève du Sivom du Cavu. D'ordre général, les sols sont constitués de granodiorites à gros grains et rendent l'assainissement non collectif difficile. Mais l'absence de sols hydromorphes et la présence d'une roche fortement arennisée permet de mettre en place l'assainissement individuel.

Les zones concernées par ce type d'assainissement sont limitées aux constructions isolées et/ou éloignées, du pont de Conca et de l'arrière-pays d'Aria Mezzana.

Des avantages

- ✓ Traitement de la pollution « à la source ».
- ✓ Pas d'envoi direct d'eaux traitées dans le milieu hydraulique superficiel.

Et des inconvénients

- ✓ Nécessite une superficie minimum de terrain (particuliers).
- ✓ Nécessite un sol apte à l'assainissement non collectif (particuliers).
- ✓ Entretien à prévoir (particuliers).
- ✓ Obligation de la mise en place du SPANC (collectivité)
- ✓ Coûts non subventionnés (collectivité).



Secteurs en ANC

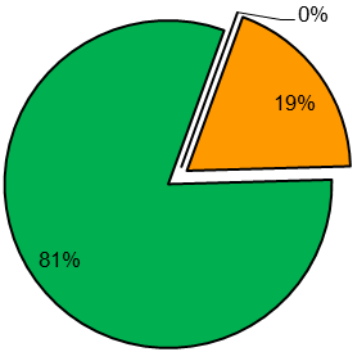
Unités : 40u.

- ✓ Habitat isolé.
- ✓ Habitat éloigné.
- ✓ Pont de Conca.
- ✓ Aria Mezzana.

Perspectives : 40EH



Situation des systèmes d'assainissement non collectifs commune de Conca



81% des ANC conformes à la règlementation en 2023

Aptitude des sols à l'assainissement individuel
Contrainte du sol et dispersion de l'habitat

Secteur	Faible	Moyenne	Forte
Aria Mezzana	X		
Figa		X	
Tarco		X	
Mozziconaccio		X	
Guardia			X

Aptitude des sols sur la commune de Conca

Très fréquemment et sur un même terrain, il peut y avoir des différences énormes de perméabilité dues à des faciès complètement différents (sols peu épais, granite arénisé très argileux, colluvions argileuses, substratum sain, ou complètement altéré, couche de sol sablo-graveleuse, granite arénisé argileux....).
Ainsi, d'après l'étude hydrogéologique, hormis le secteur d'Aria Mezzana (essentiellement agricole) présente des perméabilités faibles à médiocres pour réaliser des assainissements autonomes. En effet, le sous-sol est essentiellement granito-rocheux. Le substratum est généralement imperméable et limite ainsi les infiltrations des eaux qui s'écoulent à faible profondeur dans la porosité du faible sol existant superficiel.

Seule une étude hydrogéologique à la parcelle peut dans ce cas donner une idée des contraintes par habitation.

Si bien que de façon générale, ***la perméabilité des sols est très souvent proche de 7mm/h et s'inscrit en limite entre les perméabilités défavorables et moyennement favorables.***

Dans le cas où la perméabilité est supérieure à 7mm/h, un épandage souterrain par tranchées d'infiltration pourrait être envisagé. Lorsque les conditions ne sont que moyennement favorables, des aménagements supplémentaires peuvent néanmoins être nécessaires et seront à définir après étude à la parcelle.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORSE-DU-SUD

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE CORSE
Direction de l'action territoriale de santé
Pôle « Veille et sécurité sanitaire et environnementale »
Délégation territoriale de la Corse du Sud
Unité opérationnelle de surveillance
et sécurité sanitaire et environnementale

Arrêté N° 2012143-0003 du 22 mai 2012

relatif aux conditions de mise en œuvre et de gestion applicable aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 12 kg/j de demande biochimique en oxygène (DBO_5)

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8, L. 2224-9, L. 2224-10 et L. 2224-12 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1311-1, L. 1311-2 et L. 1331-1 à L. 1331-11-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 214-5 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 111-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 mars 2011 portant nomination de M. Patrick STRZODA en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1987 concernant la lutte contre les maladies humaines transmises par des insectes ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 83-396 du 23 septembre 1983 portant règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables à l'assainissement non collectif ;

Agence Régionale de Santé de Corse
Quartier St Joseph - CS 13 003 - 20700 Ajaccio cedex 9 - Tel : 04 95 51 98 98 - Fax : 04 95 51 99 00
Site INTERNET : http://www.ars.corse.sante.fr

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud ;

Vu l'avis favorable émis par la mission inter-services de l'eau de Corse-du-Sud du 8 mars 2012 ;

Vu le rapport du directeur général de l'agence régionale de santé de Corse du 29 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 3 mai 2012 ;

Considérant la nécessité d'éviter la création de gîtes larvaires susceptibles de favoriser le développement de moustiques ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre des mesures adaptées afin de prendre en compte les phénomènes d'assèchement de certains cours d'eau ;

Considérant la moyenne élevée des températures en saison estivale ;

Considérant les risques sanitaires induits par des rejets d'effluents dans le milieu naturel et la nécessité de préserver la salubrité des zones de baignades ;

Considérant la pente moyenne importante des terrains ;

Considérant la nature du sol en majorité, soit rocailleuse, soit argileuse ;

Considérant la nécessité d'éviter les nuisances sanitaires ou olfactives ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er - Champs de compétence.

Le présent arrêté concerne les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 12 kg/j de demande biochimique en oxygène (DBO5), soit inférieures ou égales à 200 équivalents habitants.

Sont exclues du champ de compétence du présent arrêté les installations d'assainissement non collectif (ANC) soumises à déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement.

Article 2 - Gestion des rejets d'effluents.

Le rejet des eaux usées brutes ou traitées à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle ou dans un milieu hydraulique superficiel ou dans un réseau d'évacuation d'eaux pluviales est interdit.

En cas de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, une dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent concernant les eaux usées traitées, peut être accordée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) pour l'évacuation vers un milieu hydraulique superficiel dans les cas d'impossibilités suivants :

- élimination des effluents par le sol pour l'ensemble des filières d'assainissement non collectif ;
- élimination par l'irrigation souterraine de végétaux pour les filières d'assainissement non collectif présentant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- élimination par l'irrigation de cultures ou d'espaces verts pour les filières d'assainissement non collectif présentant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

Les propriétaires des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 devant faire l'objet d'une élimination des

effluents par l'irrigation souterraine de végétaux, présentent au SPANC un dossier technique circonstancié.

Article 3 - Distance par rapport aux limites séparatives des terrains.

L'implantation des dispositifs d'évacuation des eaux usées après traitement doit être conforme aux prescriptions suivantes :

- pour les terrains présentant une pente supérieure à 5 %, le dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement doit être distant en tout point d'au moins six mètres des limites séparatives du terrain ;
- pour les terrains présentant une pente inférieure ou égale à 5 %, la distance du dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement peut être ramenée à trois mètres des limites séparatives du terrain après avis du SPANC.

Article 4 - Etude géologique.

Pour un terrain présentant une pente supérieure à 15 %, l'implantation d'un dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement peut être autorisée sur présentation au SPANC d'une étude géologique permettant de justifier de la possibilité, par des aménagements de terrains, la mise en œuvre d'une filière conforme à la réglementation en vigueur et qui respecte les dispositions prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 - Distance minimale.

L'implantation des dispositifs d'évacuation des eaux usées après traitement est interdite à moins de 35 mètres :

- d'un captage déclaré ou autorisé de type collectif privé, concernant un usage de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- d'un cours d'eau qui présente un lit permanent naturel et un débit suffisant une majeure partie de l'année.

Pour qualifier le cours d'eau :

- sont inclus les cours d'eau même très artificialisés ou canalisés et pouvant présenter des écoulements intermittents, pourvu qu'ils soient alimentés par une nappe ou une source sans correspondre aux seuls évènements pluvieux ;
- sont exclus les canaux ou un fossés creusés par la main de l'homme ainsi que les fonds de talwegs n'assurant que l'écoulement des eaux de pluie.

En cas de difficulté concernant l'appréciation des conditions permettant de qualifier un cours d'eau, le SPANC fera appel à l'avis de l'Etat (Direction départementale des territoires et de la mer).

En cas de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, lorsque la distance minimale visée à l'alinéa précédant ne peut être respectée, le pétitionnaire présente une étude hydrogéologique démontrant l'absence d'impact sur la qualité de l'eau. Cette étude est soumise pour validation, aux frais du propriétaire de la filière d'assainissement non collectif, à l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 6 - Agrément de nouveaux dispositifs.

Les dispositifs d'assainissement non collectif non décrit dans l'annexe I de l'arrêté interministériel susvisé du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques ne pourront être installés que suite à un agrément délivré par les ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Le pétitionnaire présente au SPANC l'avis du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé publié au Journal Officiel de la République Française.

Article 7 - Fonctionnement des installations.

Les différents éléments et ouvrages des d'assainissement non collectif sont conçus et entretenus de manière à ne pas favoriser le développement des gîtes à moustiques, ni engendrer de nuisance olfactive.

Le propriétaire d'une installation équipée d'un dispositif électromécanique est en mesure de justifier de son bon entretien.

En cas de dysfonctionnement, les réparations sont réalisées dans les 72 heures à partir du constat de la panne.

Article 8 - Mise hors service des installations.

Les dispositifs de pré traitement ou d'accumulation mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont ensuite comblés ou désinfectés s'ils sont destinés à un autre usage.

Article 9 – Abrogation.

Sont abrogés :

- les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-0750 du 22 mai 2001 complétant l'arrêté du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables à l'assainissement non collectif ;
- les articles 30, 48,49 et 50 du règlement sanitaire départemental.

Article 10 – Exécution.

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Sartène, le directeur général de l'agence régionale de santé de Corse, le directeur départemental des territoires et de la mer, les maires du département de la Corse-du-Sud et le chef du groupement départemental de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Ajaccio, le 22 mai 2012

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Eric MAIRE

<u>Délais et voies de recours</u> - Toute personne ayant intérêt pour agir peut saisir le tribunal administratif de Bastia (Villa Monte Piano - 20 407 Bastia Cedex) d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Ils peuvent également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Annexes sanitaires
B- Eau Potable

1- Données de cadrage

⇨ Alimentation en gravitaire.

⇨ Capacité de stockage : 1097m^3 + réservoirs de Ste Lucie 1264m^3. Autonomie de 15h46mn en période estivale et de 55h44mn en basse saison.

⇨ Usine de potabilisation de 1500 m^{3}de réservoirs. 600 m^3/h de capacité de traitement. Estimation 675m^3/h horizon 2030.

⇨ 2 captages – rivière de Cavu.
⇨ Source de Cirendinu.
⇨ Eau OEHC – barrages de l'Ospedale + barrage de Figari.
⇨ Nappe phréatique du Cavu : 32ha.

⇨ 310 kms. de conduites d'alimentation et d'adduction en PVC 63-160mm, en fonte 80mm à 400mm et partiellement en amiante ciment 50mm à 110mm.

⇨ 6 réseaux de distribution interconnectés (63mm à 350mm) :

- UDI de Gialla *(sources captées – San Gavino).*
- UDI Capo-Torraccia-Lecci.
- UI Cla Rossa – Cavo2 *(rivière du Cavo + eau OEHC).*
- UDI de Ste lucie – Cavo1 *Rivière du Cavo + eau OEHC).*
- UDI de Tarcu – *(Forage de Tarcu).*
- UDI de Salenzara – Solaro *(3 forages).*

⇨ Hydrants répartis sur tous les espaces bâtis de la commune.

⇨ Eau 100% conforme aux contrôles physico-chimiques et bactériologiques.

2 Ressource *(Kyrnolia)*

Débit des ressources Sivom en juillet/août :

⇨ Forage de Solenzara : 96m^3/h.
⇨ Forage de Tarco : 42m^3/h.
⇨ Prise d'eau basse Cavo : 92m^3/h.
⇨ Prise d'eau haute Cavo : 211m^3/h.
⇨ Source Arraghju : 5m^3/h.
⇨ OEHC Cala Rossa : 181m^3/h.
⇨ OEHC Ribba : 54 m^3/h.

Ressource complémentaire OEHC (barrages) :

⇨ OEHC Cala Rossa : 181m^3/h.
⇨ OEHC Ribba : 54 m^3/h.

⇨ Barrages Ospédale et Figari :

- ✓ Stockage : 8 965 000m^3.
- ✓ Besoins Grand Sud : 7 837 000m^3.
- ✓ 310km de réseau.
- ✓ Rendement : 80%.

Eau réservée :

- ✓ Porto-Vecchio : 480 000m^3.
- ✓ Bonifacio : 151 000m^3.
- ✓ Figari-Pianotolli-Sotta-Monaccia d'aullène : 101 000m^3.
- ✓ Conca-Ste-Lucie-Conca-San Gavino : 690 000m^3.

⇨ Besoins en eau Grand Sud : 7 837 000m^3.

3- Le réseau, la ressource, les besoins AEP









Production ressources propres Sivom du Cavu : 2 341 552m³

- Arraghju : 10 822m³.
- Cala Rossa : 205 841m³.
- Tarco : 204 886m³.
- Solenzara : 349 362m³.
- Ribba : 21 21 m³.
- Ribba Gallia : 4 374m³.
- Sainte-Lucie : 60 192.
- Sari Togna : 34 240m³.
- Cavo littoral 895 008m³.
- Cavo-Sinate-Lucie : 365 611m³.

Ressource complémentaire du barrage de l'Ospedale.

Besoins en eau potable (BET Grontmij)

Consommation actuelle : 487 l./hab./j.(ratio par habitant).

Année	Population permanente	Population maximale	Besoins
2015	1673 hab.	8500 hab.	4140m³/j.
2025	2849 hab.	8911 hab.	4341m³/j.
2035	4867hab.	10929 hab.	5325m³/j.

3- Le réseau, la ressource, les besoins AEP

Réseau AEP Conca



Données de cadrage Sivom du Cavu (Kyrnolia)



7359 abonnés.
7608 compteurs.
5971branchements.

10 installations de production.

26 réservoirs.

310kms de conduites et amenées.
367kms de conduites de distribution.

Volume d'eau prélevé : 2 341 552m^3.
Volume AEP produit et distribué : 2 338 552m^3.
Volume prélevé pour le service réseau : 40 440.
Volume vendu : 1 459 103m^3.
Volume consommé : 1 394 103m^3.



Fuites : 258u.
Rendement réseau : 64%.
Indice linéaire : 8,62m^3/km/j.
Volume pertes : environ 2303m^3/j.
Volume pertes sur un an : 840 690m^3/an

Consommation moyenne : 465l/hab/j.
Consommation moyenne : 163m^3/abonné/an.

Production : 73% de l'eau consommée.
Achat eau OEHC : 484 000 m^3.
Besoins en eau Grand Sud : 7 837 000m^3.

NOTA : Les prises d'eau basse dans le Cavu ne permettent pas de garantir en toute sécurité la distribution d'eau potable en période estivale.
Les prises d'eau dans le Cavu mériteraient d'être réhabilitées afin d'en améliorer leur efficacité et de sécuriser leur fonctionnement.





3- Le réseau AEP

Secteur	Diamètre des conduites	Infrastructures	Type d'habitat
Secteur de Favona	80- 250 mm (Fonte/PVC)	-	Pavillonnaire diffus à regroupé Résidences de vacances
Secteur de Tarcu	60 – 200 mm (Fonte/PVC)	Réservoir de Tarcu 471 m^3 Réservoir de Tarcu I (HS) Station de pompage de Tarcu : 2 forages de 75m^3/h chacun	Pavillonnaire diffus à regroupé Résidences de vacances Hôtellerie – restauration Commerces – services Camping
Secteur de Fautea Capo di Stelle	60 – 150 mm (Fonte/PVC)	Surpresseur de Stazzola	Pavillonnaire regroupé
RT10 Fautea-Favona	60 + 150 mm (Fonte/PVC)	-	Pavillonnaire regroupé Résidences de vacances Hôtels Restaurants - commerces
Pirelli – Pont de Conca	60 - 150 mm (Fonte/PVC)	Réservoir de Sainte Lucie I 500m^3 Réservoir de Sainte Lucie II 400m^3 (commune de Sainte Lucie de Porto-Vecchio)	Lotissements Habitat diffus à isolé Camping
Pont de Conca - village	150 mm (Fonte)	Station de Pompage de Conca Réservoir de Calcina 506 m^3	Habitat isolé Terrain de sport Cimetière
Village	50 – 150 mm (Fonte/PVC/AC)	Réservoir de Radicale 60m^3 Réservoir de Funtanella 60m^3	Habitat regroupé traditionnel Pavillonnaire Services – commerces Hôtellerie - restauration









Estimation des besoins en eau potable

La consommation AEP sur la commune de Conca connaît d'importantes variations saisonnières.

Cette estimation est basée sur une consommation moyenne de 220 litres par habitant et par jour et sur une évolution de 120 habitants horizon 2033 de la population permanente et de 25% de la population estivale.

Consommation actuelle : 220 l./hab./j.(ratio par habitant).

Année	Population permanente	Population maximale	Besoins max.
2013	1130 hab.	8000 hab.	1760m^3/j.
2023	1175 hab.	8650 hab.	1190m^3/j.
2033	1300 hab.	9150 hab.	2010m^3/j.



4- Qualité de l'eau potable sur Conca

CULLETTIVITÀ DI CORSICA
COLLECTIVITÉ DE CORSE

LABORATOIRE D'ANALYSES PUMONTE
Vétérinaires , Agricoles, et de contrôle des Eaux.
22, rue François Pietri B.P. 60969. 20700 AJACCIO cedex 09.
Tél : 04 95 29 14 80 E-mail : labo2a@sula.corsica

cofrac
ESSAIS
ACCRÉDITATION
N° 1-6512
PORTÉE DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

Dossier n° : 092-220901-5524
Produit : Eaux de baignade en mer limite selon ARS2A.

Origine : CONCA-
Rapport N° 220910793 - 20220905

Page : 1 sur 1

Mairie de CONCA-

20135 CONCA

Date de réception	: **01/09/2022**	*Heure de réception*	: 11:53
Date de prélèvement	: 01/09/2022	*N° de prélèvement*	:
Heure de prélèvement	: 09:05	*N° analyse DDASS*	:
Prélevé par	: **JMV -Le laboratoire (JMV)**	*Motif de visite*	: CS - Contrôle legal
Code lieu de prélèvement	: 0000002185	*Type de visite*	: **AU_BAI MER**
Localisation	: **Tarco plage**	*Autre*	: N°73506
Commune	**Conca**		

RAPPORT D'ANALYSES

Echantillon n° : **20220901-26799**

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	NORMES	METHODE	*Date début / fin d'analyses*
Prélèvement.					
✻ Prélèvement effectué selon le guide technique	**FDT90-521**	_		_	*01/09/22 101/09/22*
Paramètres déterminés sur place.					
Température de l'Air	**25.1**	°C		M_INTERN	*01/09/22 101/09/22*
✻ Température de l'Eau	**25.9**	°C		SPMO150301	*01/09/22 101/09/22*
Transparence disque de Secchi	**1.0**	mètre			*01/09/22 101/09/22*
Nébulosité	**SOLEIL**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Substances tensio-actives	**ABSENCE**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Huiles minérales	**ABSENCE**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Rési. goudronneux et mat. flottantes	**ABSENCE**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Phénol	**ABSENCE**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Caractéristiques organoleptiques.					
Couleur	**Absence**	qualit.			*01/09/22 101/09/22*
Analyses bactériologiques.					
✻ Escherichia coli / 100 ml	**<10**	NPP/100ml	1000	NFENISO9308-3	*01/09/22 103/09/22*
✻ Entérocoques intestinaux	**<10**	NPP/100ml	370	NFENISO7899-1	*01/09/22 103/09/22*

Conca – eau potable de BONNE QUALITE





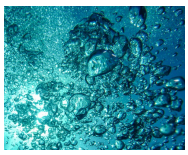
4- Qualité de l'eau potable sur Conca

Qualité des eaux potables (ARS)

Fortes variations saisonnière de la qualité des eaux du barrage de l'Ospedale (OEHC) et de la rivière du Cavu :

- ⇨ Turbidité.
- ⇨ Fer.
- ⇨ Manganèse.
- ⇨ Agressivité.
- ⇨ Bactériologie





Le taux de conformité des prélèvements des contrôles sanitaires est de 94,3% au titre de la microbiologie et de 100% au titre physico-chimique.



Paramètres microbiologiques	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de conformité microbiologique	**98,31 %**	**96,61 %**	**93,94 %**	**94,44 %**	**94,29 %**
Nombre de prélèvements conformes	58	57	62	68	66
Nombre de prélèvements non conformes	1	2	4	4	4
Nombre total de prélèvements	59	59	66	72	70
Paramètres physico–chimique	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Taux de conformité physico-chimique	**100,00 %**	**86,96 %**	**92,59 %**	**88,89 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	21	20	25	24	27
Nombre de prélèvements non conformes	0	3	2	3	0

5- Travaux – (Kyrnolia)

Maintenance & travaux

- ✓ Maintenance régulière.
- ✓ Remplacement des anciens compteurs.
- ✓ Extension réseau sur Conca.
- ✓ Renforcement du réseau.
- ✓ Mise en conformité du réseau de Pirelli et renforcement des conduites.
- ✓ Remplacement des conduites en amiante ciment sur Cavu, Fautea, entre Tarcu et Favone.

Gros travaux en cours

- ✓ Usine de potabilisation.
- ✓ Réservoir de distribution (usine 600m^3 + réservoir de distribution de Bacca 1000m^3).
- ✓ Réseau d'alimentation.
- ✓ Changement des canalisations AC et PVC.

6- Bilan

Enjeux

- ⇨ Assurer la pérennité et la qualité de la ressource.
- ⇨ Optimiser la consommation.
- ⇨ Assurer une bonne gestion du réseau et des infrastructures.

Pistes d'action

- ⇨ Améliorer la ressource existante par une meilleure gestion des sites d'exploitation.
- ⇨ Renforcer la capacité des infrastructures de traitement de l'eau dans un objectif de complémentarité et de sécurité.
- ⇨ Renforcement des conduites sur les secteurs à forte densité de population (village notamment).
- ⇨ Recherche de nouvelles ressources.
- ⇨ Renforcement de la capacité des réservoirs.

Annexes sanitaires
C- Déchets

1- La gestion des déchets en Corse

" Toute personne qui produit ou détient les déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à a santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assumer l'élimination".

Extrait de l'article L.541-2 du code de l'environnement

En France, chaque année, selon le ministère de la sante, plus de 45 000 personnes meurent des conséquences indirectes de la mauvaise gestion des déchets.

Données de cadrage Syvadec :

Déchets générés par les entreprises en Corse :

Déchets relevant du bâtiment : 70% de la production des déchets générés par les entreprises.

Déchets générés par les entreprises en Corse :

- 200 000t. produits par an.
- 686Kg/hab./an.
- 170 000t. enfouies/an soit 80% de la production, soit 529Kg/hab./an.
- Chaque touriste produit l'équivalent pondéré moyen de 377Kg/an.
- Le tri sélectif représente en corse 42 000t. soit 20% de la production.
- La collecte sélective environ 15 000t./an soit 7% de la production globale soit moins de 129Kg/hab./an.
- Le potentiel de détournement dit d'évitement serait de 60%.
- Le coût de la gestion des déchets en Corse en 2016 s'élevait à 68 millions d'€uros soit une moyenne de 213€/hab./an.
- Financement publics : 81% du coût global.
- Financement par la collecte sélective en 216 : 4% du coût global.
- Gestion des ordures ménagères : 75% des coûts, soit 150€/hab./an contre 90€/hab./an pour la France en général.
- Recyclage : 13% des coûts.

Quelles problématiques pour la Corse ?

- Manque d'organisation territoriale satisfaisante et de mutualisation des moyens.
- Où entreposer et comment gérer ces quantités ?
- Comment valoriser les déchets ?
- Comment réduire la quantité et la nocivité des déchets ?
- Quelle politique retenir en vue de la réduction de la production de déchets et le développement du recyclage ?
- Quid des opportunités dans l'économie circulaire en Corse ?
- Quid d'une économie sociale et solidaire ?
- Quel affichage environnemental pour la Corse ?
- Quelles actions préventives ?

Que deviennent les déchets issus du tri sélectif en Corse ?

Acier : fonderie à Fos/mer en vue de faire des bobines et des tubes en acier.

Aluminium : Fonderie à Narbonne et Gignac-la-Nerthe transformés en matière première.

Tetrapack : En Italie pour en faire du papier essuie-tout et de l'aluminium.

Cartons : Avignon en vue de la fabrication de papiers et de cartons.

Plastiques des bouteilles et flacons : En Bourgogne en vue de la fabrication de nouvelles bouteilles en plastique et de matières premières pour le BTP.

Les nouveaux plastiques (pots, films, barquettes…) : Espagne en vue de faire des granulés pour fabriquer des nouveaux emballages et des canalisations en PVC.

Petits aluminiums : Allemagne, fabrication de produits en alu.

Modalités retenues pour parvenir à la réduction de déchets

- ⇨ Développer le compostage individuel.
- ⇨ Cartonnage chez les professionnels.
- ⇨ Réduire les biodéchets à la source par le renforcement du plan de compostage.

- ⇨ Interventions en milieu scolaire avec le SYVADEC afin de sensibiliser les plus jeunes aux gestes citoyens (Eco Scola).
- ⇨ Lier des partenariats pour une économie durable.

- ⇨ Soutenir le réemploi par le développement de ressourceries.
- ⇨ Concassage et recyclage des gravats (un gisement d'au moins 1 000t/an.
- ⇨ Développement de plateformes de compostage.

2. Caractéristiques de la commune de Conca

Evolution du volume de déchets produits par la commune de Conca

Type	2023
Ordures ménagères	639t
Plastiques	23t
Papiers	8t
Verre	61t
Site apports volontaires	17u
Composteurs individuels	169u (32%)
Production de déchets par habitant	634kg/hab.

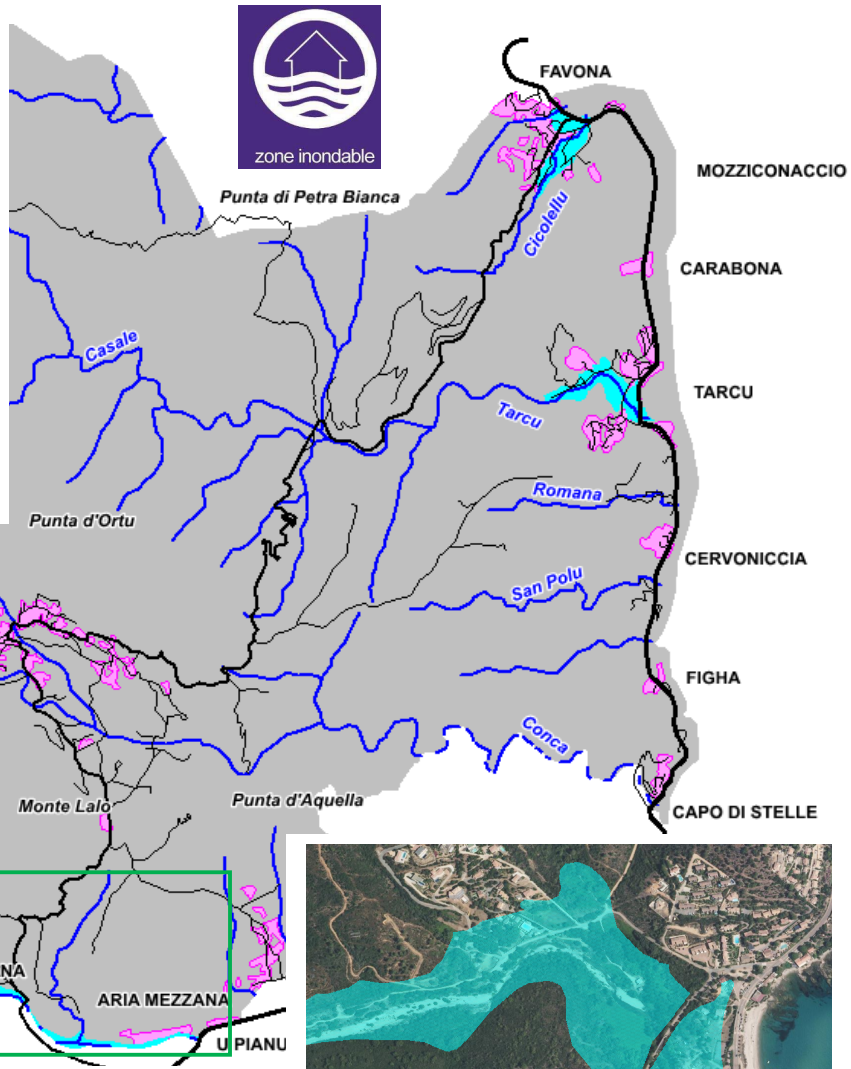
Estimation de l'évolution production de déchets horizon 2033 - Commune de Conca

Références	*2021*	*2033*
Population	1175hab.	1300hab.
Ordures ménagères et assimilés	639t	190t
Volumes issus du tri sélectif	91t	412t
Proportion du tri sélectif	12,5%	50%
Déchets du BTP	173t	193t
Compostage	13,5t (2%)	222t (27%)
Boues de la station d'épuration (volumes liquides)	6,5t	7,3t

**Avec la mise en place de composteurs individuels et par la suite de composteurs collectifs cela permettra de réduire le volume de déchets ménagers et concomitamment aux efforts générés par une politique de sensibilisation et la généralisation du tri sélectif qui va engendrer un accroissement conséquent du tri à la source au profit d'une réduction généralisée du volume des OM de 27% soit environ 80kg/hab./an, malgré une augmentation de la population entre 2023 et 2033.*

Risque inondation









Classes d'aléa			
Vitesse	Hauteurs		
	moins de 0,5 m	de 0,5 m à 1 m	plus de 1 m
< 0,5 m/s	modéré	fort	très fort
de 0,5 m/s à 1 m/s	fort	fort	très fort

La commune de Conca est particulièrement concernée par le risque inondation. Un **PPRI** couvre le Cavu et remonte assez loin dans la vallée, bien au-delà du pont de Conca. Il a été approuvé par l'**arrêté préfectoral n° 01-0691 du 15 mai 2001**.

Le Tarcu et le Cicolellu-Tafunata, étant inscrits également dans **l'Atlas des zones inondables** réalisé par le BE Carex pour le compte de l'Etat.

Aussi, force est de constater que certains secteurs sembleraient être inondables en cas d'événement pluvio orageux. S'ils sont limités, on peut cependant repérer certains talwegs, la confluence de ruisseaux, les goulets d'étranglement, les ponts…

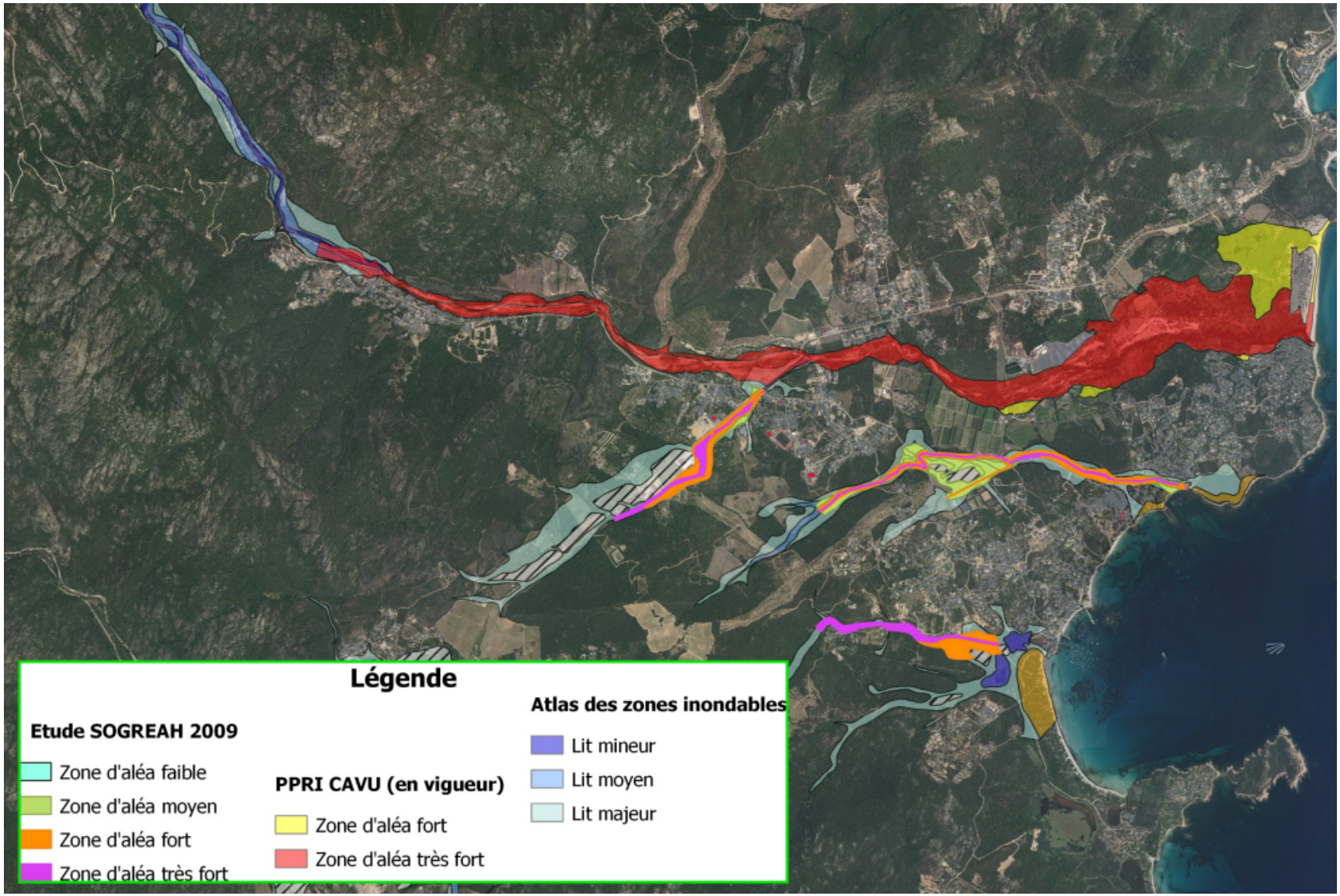
Autrement, en zone urbanisée des aménagements sont nécessaires pour palier tout risque d'aléas (limiter les zones imperméabilisées, réaliser un réseau d'évacuation des eaux pluviales, éviter les murs de clôture…). Par ailleurs, les caractéristiques géomorphologiques (replats, surfaces d'expansion et d'étalement des eaux, niveau marin, fines, alluvions…), et les espèces végétales (hygrophytes, roselières…) sont autant d'indices qui peuvent justifier un tel classement, au-delà de la réalité du territoire et de la connaissance des sites comme inondables dans la mémoire collective.

Objectifs

Interdire toute expansion urbaine en zone inondable.
Préserver les biens et les personnes.
Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues.
Sauvegarder les milieux naturels qui contribuent à l'équilibre des sites et des paysages liés à l'eau.

Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

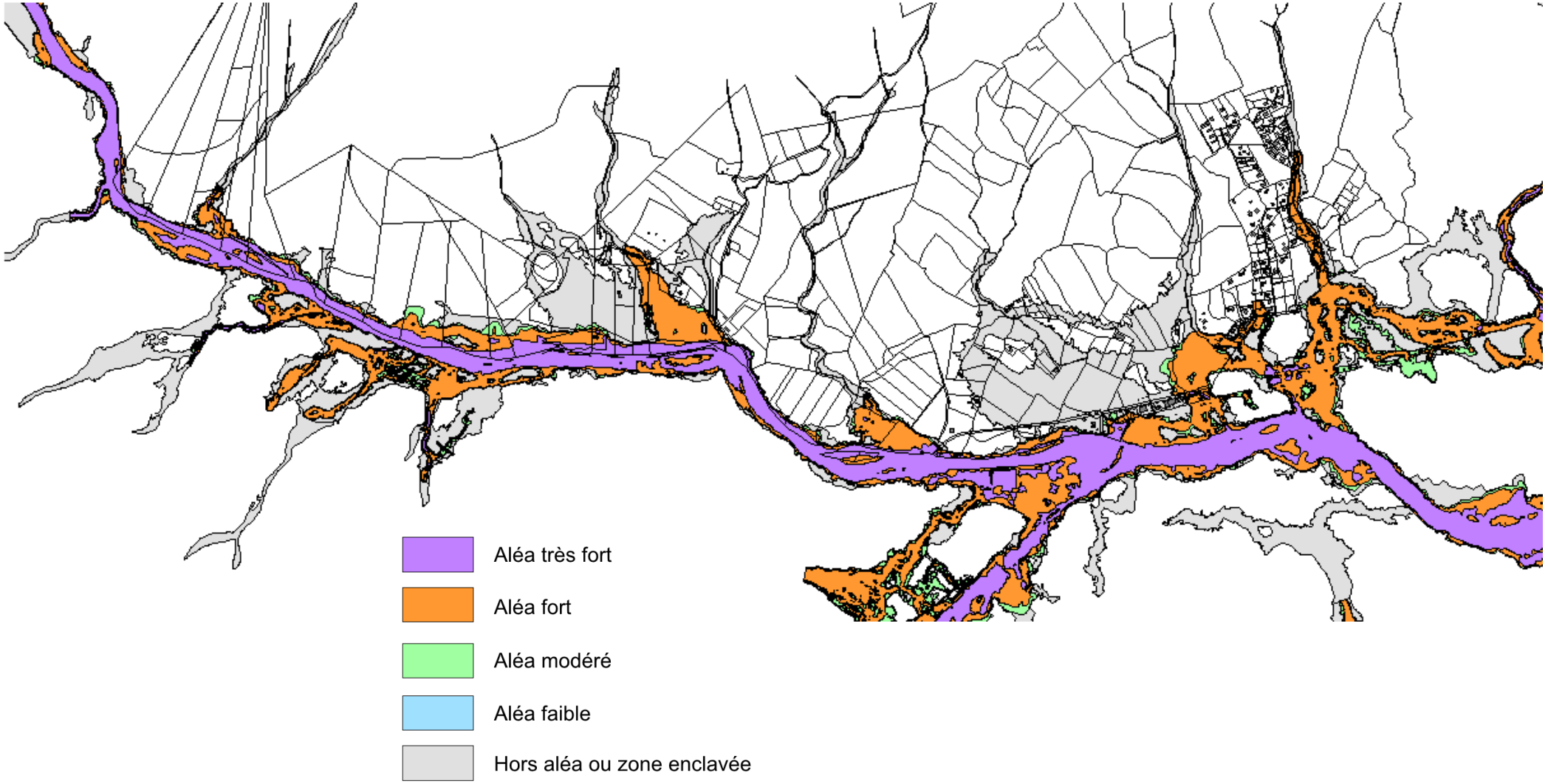
Risque inondation



PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD
Liberté
Égalité
Fraternité

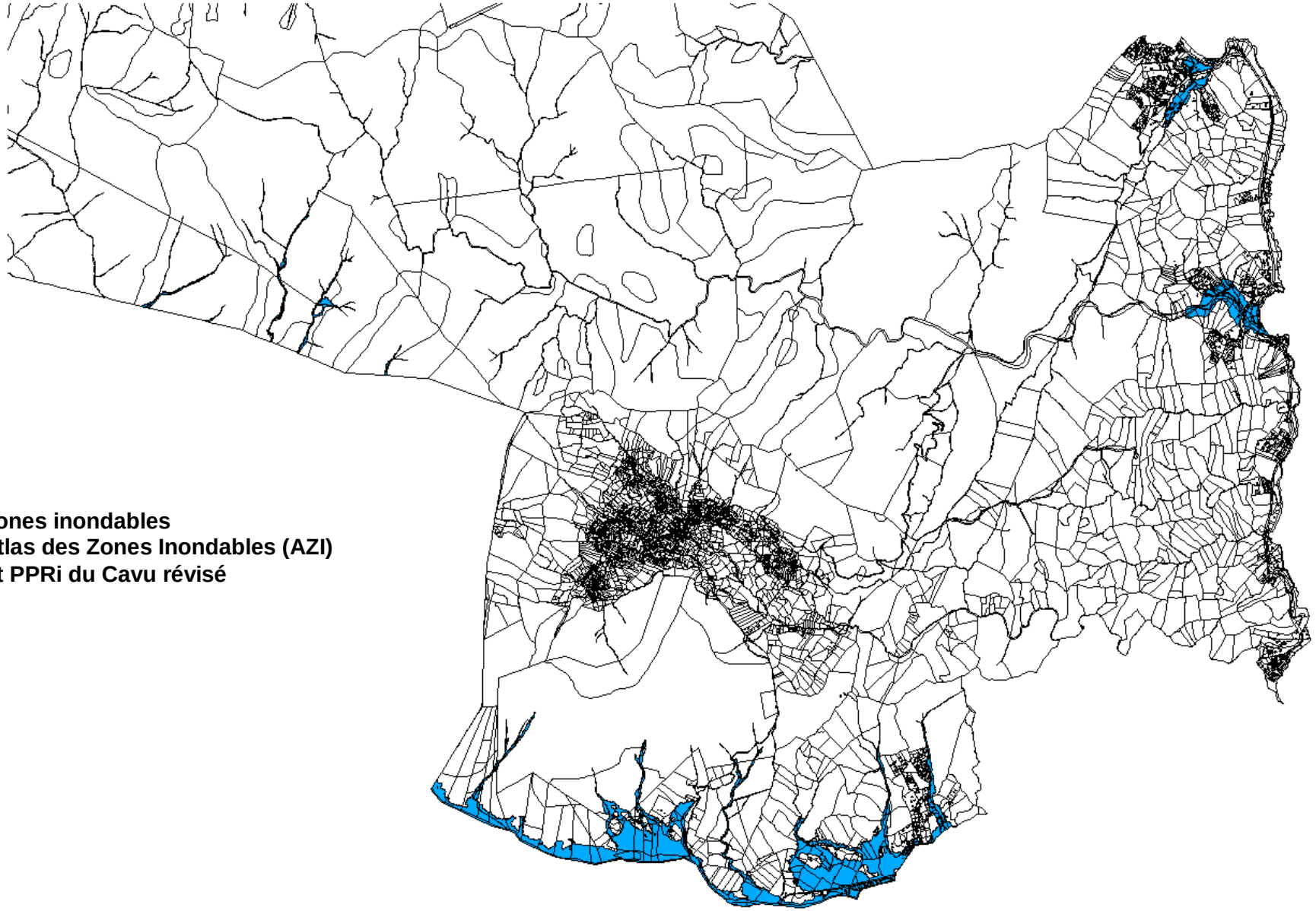
Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque inondation



Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque inondation



Zones inondables
Atlas des Zones Inondables (AZI)
Et PPRi du Cavu révisé

Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque inondation

Plan de Prévention des Risques d'Inondation
Du bassin versant du Cavu
Arrêté préfectoral N° 01-0691 du 15 mai 2001

Comme la plupart des bassins versants du littoral méditerranéen, le bassin versant du Cavu est affecté régulièrement par des pluies à caractère diluvien. Il présente des risques de crue de type torrentiel où les débordements potentiels de la rivière peuvent être importants, notamment au niveau de la plaine de l'Ovu Santu (Zonza) et sur les rives du lit mineur (rivière plus ou moins encaissée) avec un temps de montée de la crue suffisamment court pour rendre les possibilités de prévision et d'annonce de crue très aléatoires.







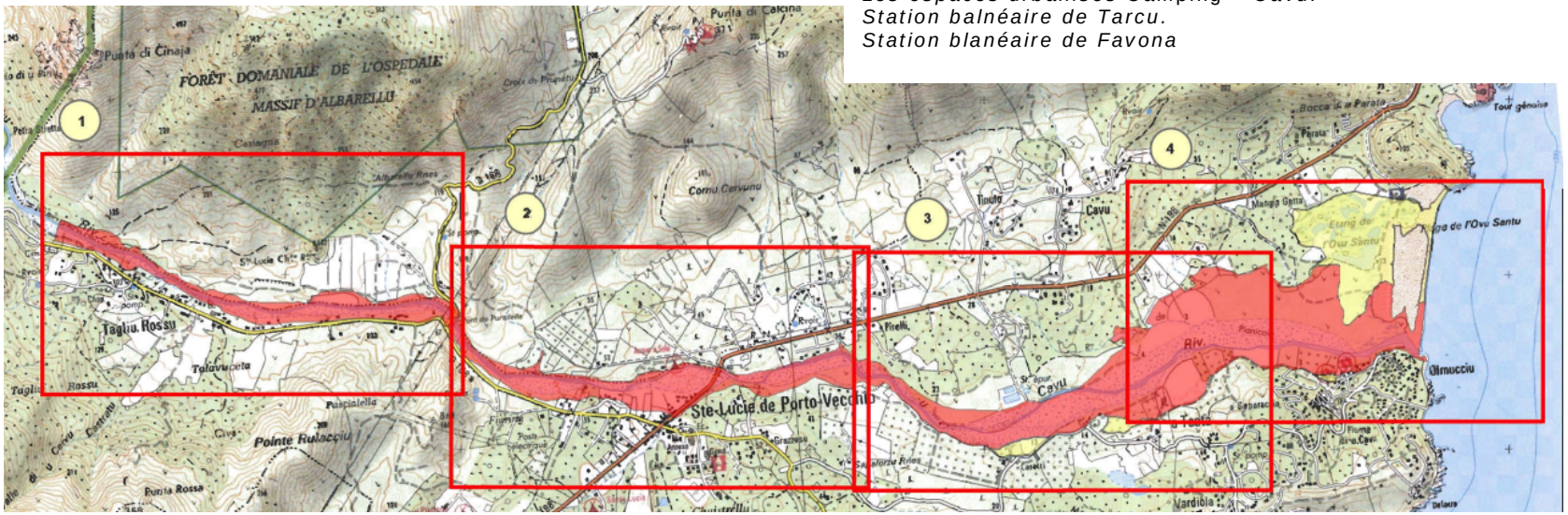
Comme la plupart des bassins versants du littoral méditerranéen, le Cavu est régulièrement affecté par des pluies à caractère diluvien et présente des risques de crue de type torrentiel. Les crues exceptionnelles et les intempéries de ces dernières années occasionnées par le réchauffement climatique témoignent de l'importance des débits relevés dans les parties basses du Bassin versant. D'importants dégâts sont à prévoir lors de ces évènements climatiques notamment dans les zones urbanisées où les sols sont très souvent saturés ou artificialisés, ce qui provoque un ruissellement des eaux assez important. Ces zones se concentrent notamment sur la plaine ainsi que sur les abords du Cavu.

Les périmètres d'inondation sont très localisés sur le territoire et suivent le lit majeur du Cavu et les courbes de niveau. Le tracé des méandres en basse vallée et le delta sur la plaine peuvent être coupés lors de violentes crues (crues décennales). Talwegs et zones planes sont menacés par un étalement des eaux et un remblayage des zones.

Le réseau hydrographique secondaire est également impacté par le **risque d'inondation** dans le cadre de **l'Atlas des Zones Inondables** réalisé à l'initiative de l'ex-DIREN en 2003. Les cours d'eau concernés sont les ruisseaux de Tarcu, Cicolellu-Tafunata.



Zones à risque sur Conca
Le Cavu et ses abords
Les confluences – pont de Conca
Les petits cours d'eaux
Les espaces urbanisés Camping – Cavu.
Station balnéaire de Tarcu.
Station blanéaire de Favona



PREFECTURE DE CORSE
CABINET DU PREFET

ARRETE N° 01 0691

Approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire des communes deCONCA et ZONZA

" BASSIN VERSANT DU CAVU"

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD, OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n°87.565 du 22 Juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile. à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles 40.1 à 40.7,

VU la loi n°95.101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, modifiant la loi 87.565 du 22.07.87 précitée,

VU le programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles réalisé en 1994 par le Ministère de l'Environnement pour la Corse du Sud,

VU le programme 1994 - 1998 de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles répertoriant le bassin versant du CAVU comme bassin prioritaire de risque,

VU l'arrêté préfectoral n°96.0506 du 9 Avril 1996 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire des communes de CONCA et ZONZA

VU l'étude hydraulique réalisée par le bureau d'études SAFEGE en 1996, complétée en 1999 ayant conduit à la délimitation des zones inondables dans le bassin versant du CAVU

VU les lettres de consultation des Maires de CONCA et ZONZA en date du 18 Septembre 2000

VU l'avis du Centre Régional de la propriété forestière en date du 27 Octobre 2000,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 Septembre 2000 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques d'inondation dans le bassin versant du CAVU

VU le rapport et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

ARRETE

ARTICLE 1 - Le plan de prévention des risques d'inondation du bassin versant du CAVU est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

De même, une copie de cet arrêté sera affichée pendant un mois dans les mairies des communes de CONCA et ZONZA sur le territoire desquelles le plan est applicable.

Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public en préfecture et dans chaque mairie concernée. Cette mesure de publicité fera l'objet d'une mention avec les publications de l'affichage prévus aux alinéas précédents.

ARTICLE 3 - MM. Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, les Maires de CONCA et ZONZA, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs

- Le Sous-Préfet de SARTENE
- Le Sous-Préfet , Secrétaire Général de la Préfecture
- Le Directeur Régional et Départemental de l'Equipement
- Le Directeur Départemental Adjoint au Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt, chargé des affaires départementales
- Le Directeur Régional de l'Environnement
- Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
- Le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corse du Sud.

Pour Ampliation
Pour le Préfet et par Délégation
le Chef de Service

Jean-Paul UNGERMAN

Fait à AJACCIO, le 15 MAI 2001
LE PREFET,

Jean-Pierre LACROIX

DDE/SALH/AP CAVU 2001

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

COMMUNES de-CONCA ET ZONZA
EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES
du PPRI du « CAVU »
Approuvé le 15 Mai 2001

LEGENDE

Zone d'Aléa Fort
Zone dans laquelle le risque est important dans laquelle il est prévu un ensemble d'interdictions en vue de prévenir le risque ,ou réduire ses conséquences
Les dispositions du PPR dans cette zone visent à :
- *admettre exceptionnellement* et sous certaines conditions, un aménagement des constructions existantes sans changement de destination
-*interdire* toute nouvelle implantation

Zone d'Aléa Très Fort
Zone particulièrement exposée dans laquelle les inondations exceptionnelles peuvent être redoutables en raison des hauteurs d'eau ou des vitesses d'écoulement Les constructions et installations nouvelles ainsi que les changements de destination y sont interdits.

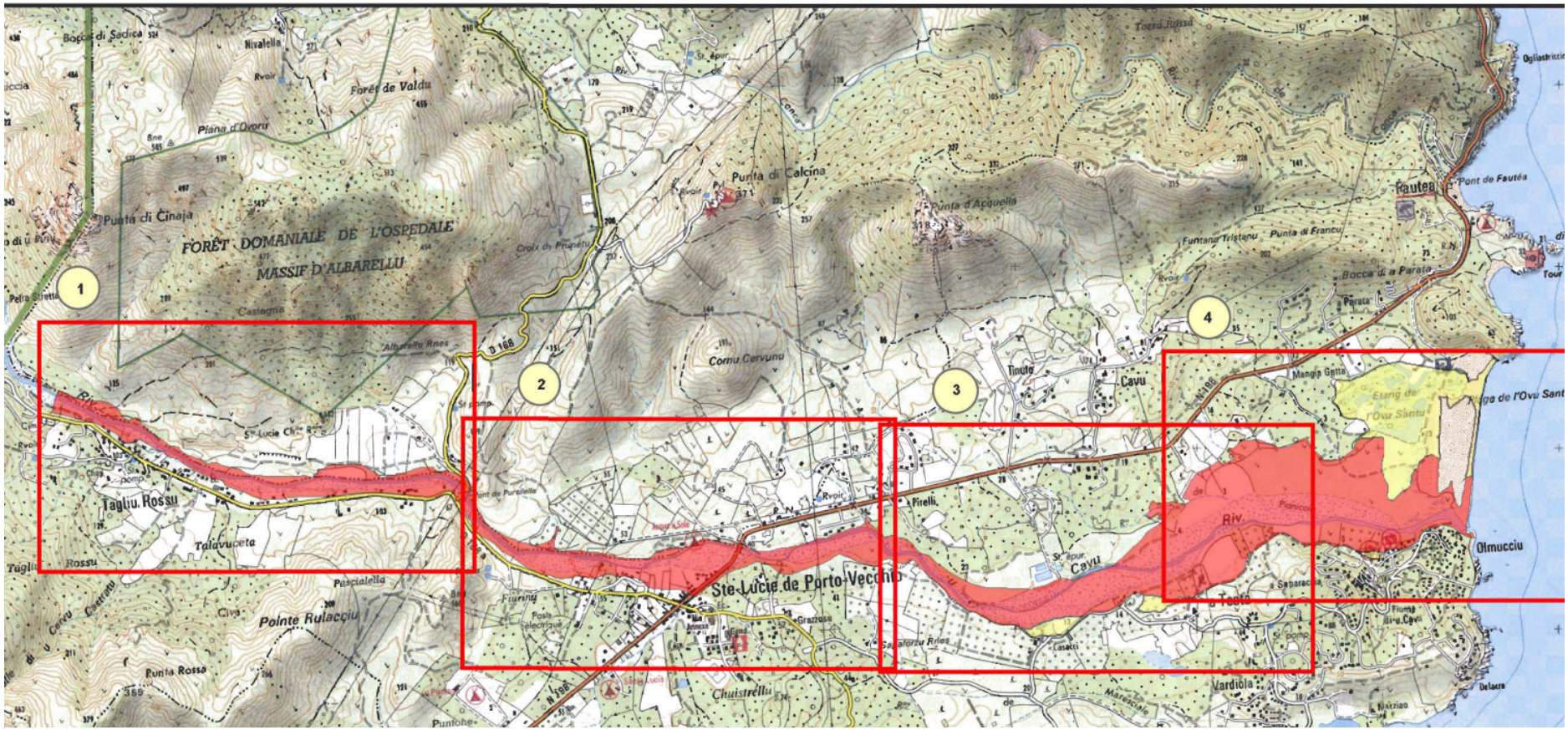
DESCRIPTIF SOMMAIRE DU RISQUE

Le Bassin versant du Cavu s'étend des crêtes des massifs du Sud Est de la Corse (de Monte Calvu à Punta Taffunata , jusqu'à la mer méditerranée .
A l'embouchure, le Cavu draine une superficie de l'ordre de 82 km2 pour une longueur de cours d'eau proche de 20 kms . A l'amont du pont de Purcillela, la surface totalisée par le bassin versant est de 62 km2
Les pentes sont marquées : la pente moyenne de la rivière est de l'ordre de 7,4% et le dénivelé maximal entre le haut du bassin versant et la mer est de 1483 m.

1- Nature et caractéristiques de la crue
Les évènements pluvieux de la Toussaint 1993 et de 1996 particulièrement dévastateurs ont rappelé aux riverains le caractère tempétueux du « Cavu » et la vulnérabilité des zones situées en bordure du lit.
En 1993, un total de 900mm a été enregistré à l'épicentre de la pluie situé à l'ouest de Sari Solenzara, au pied des aiguilles de Bavella., entre le 31 octobre et le 1er novembre , tandis que le haut du bassin recevait sur cette même période un cumul de pluie de l'ordre de 850mm.
La pluviométrie relevée en un peu plus de 24h sur cette région correspond à 85% de la pluviométrie annuelle moyenne.

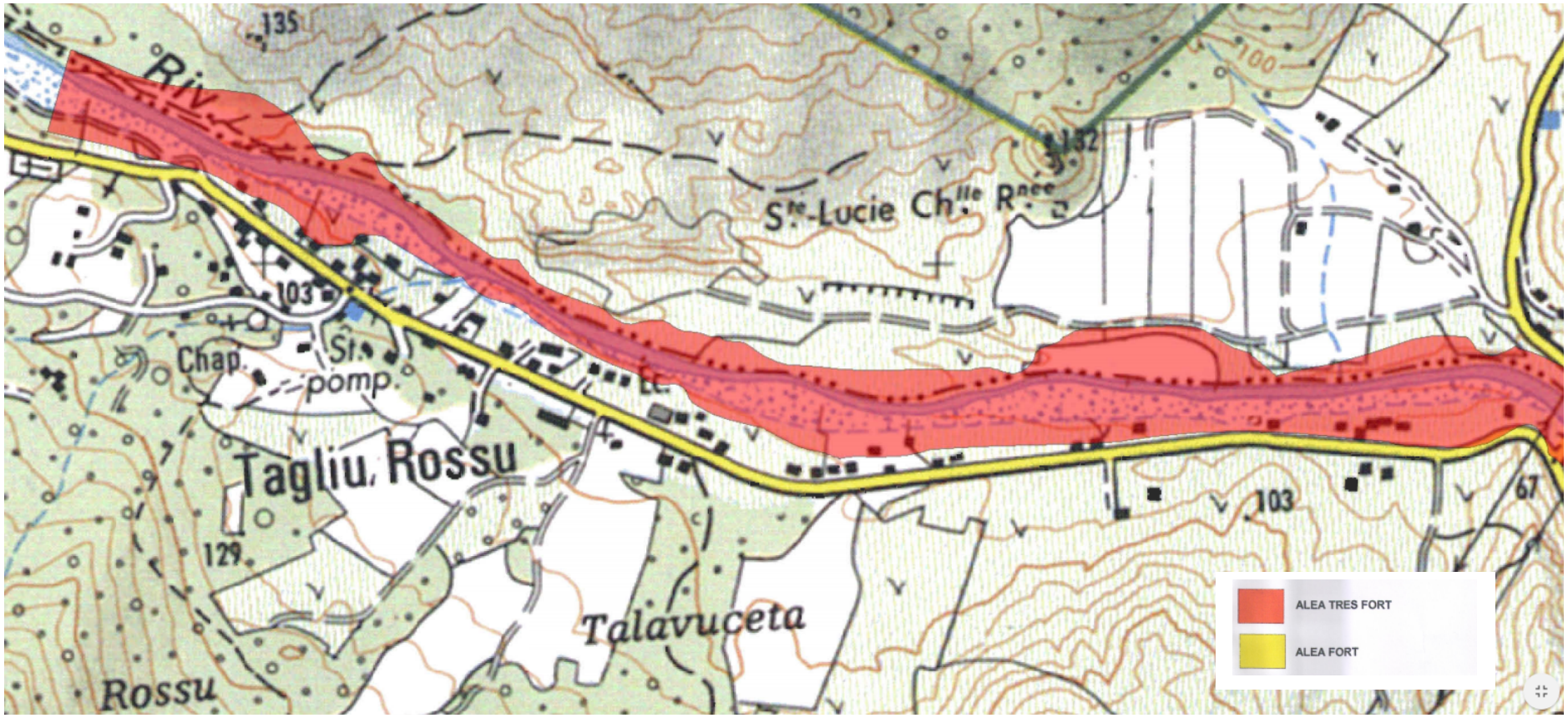
2-Intensité et qualification de l'aléa
Les niveaux d'aléas d'inondation définis dans le cadre des études préalables au PPR sont les suivants : :
- **-aléa fort** : hauteur de submersion comprise entre 0,50m et 1 mètre et vitesse d'écoulement comprise entre 0,50m/seconde et 1m/seconde
-aléa très Fort : hauteur de submersion supérieure à 1 mètre et vitesse d'écoulement supérieure à 1m/seconde
Dans le BV du Cavu , il n'y a pas de zone d'aléa modéré (hauteur d'eau de 0 à 0,50m et vitesse de 0 à 0,50m/seconde)

Communes de Conca et Zonza
Plan de Prévention du Risque Inondation du Cavu approuvé le 15 mai 2001
Extraits cartographiques
Vue d'ensemble



ALEA TRES FORT

ALEA FORT

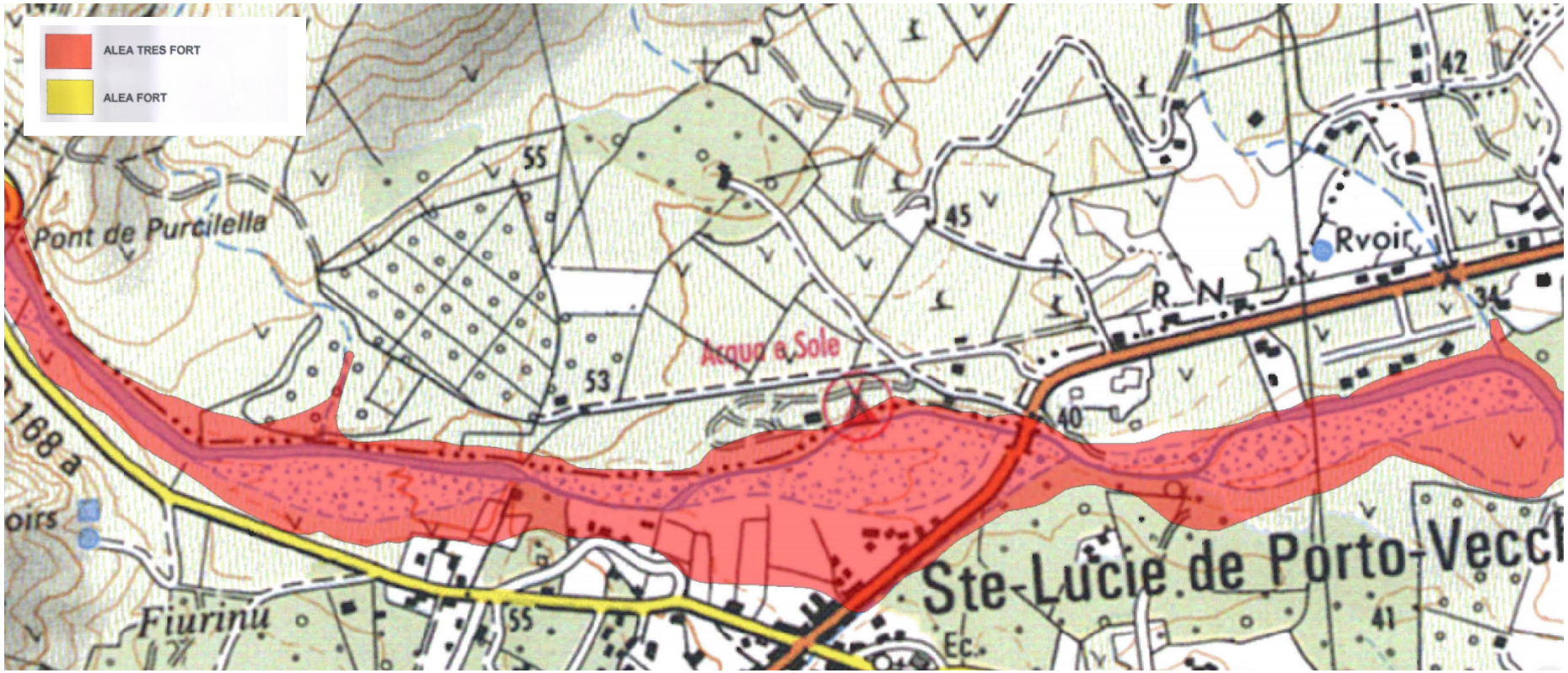

135
Riv
100
132
Ste-Lucie Chlle Rnce
103
Chap.
St
pomp.
Tagliu Rossu
129
103
67
Talavuceta
Rossu
ALEA TRES FORT
ALEA FORT







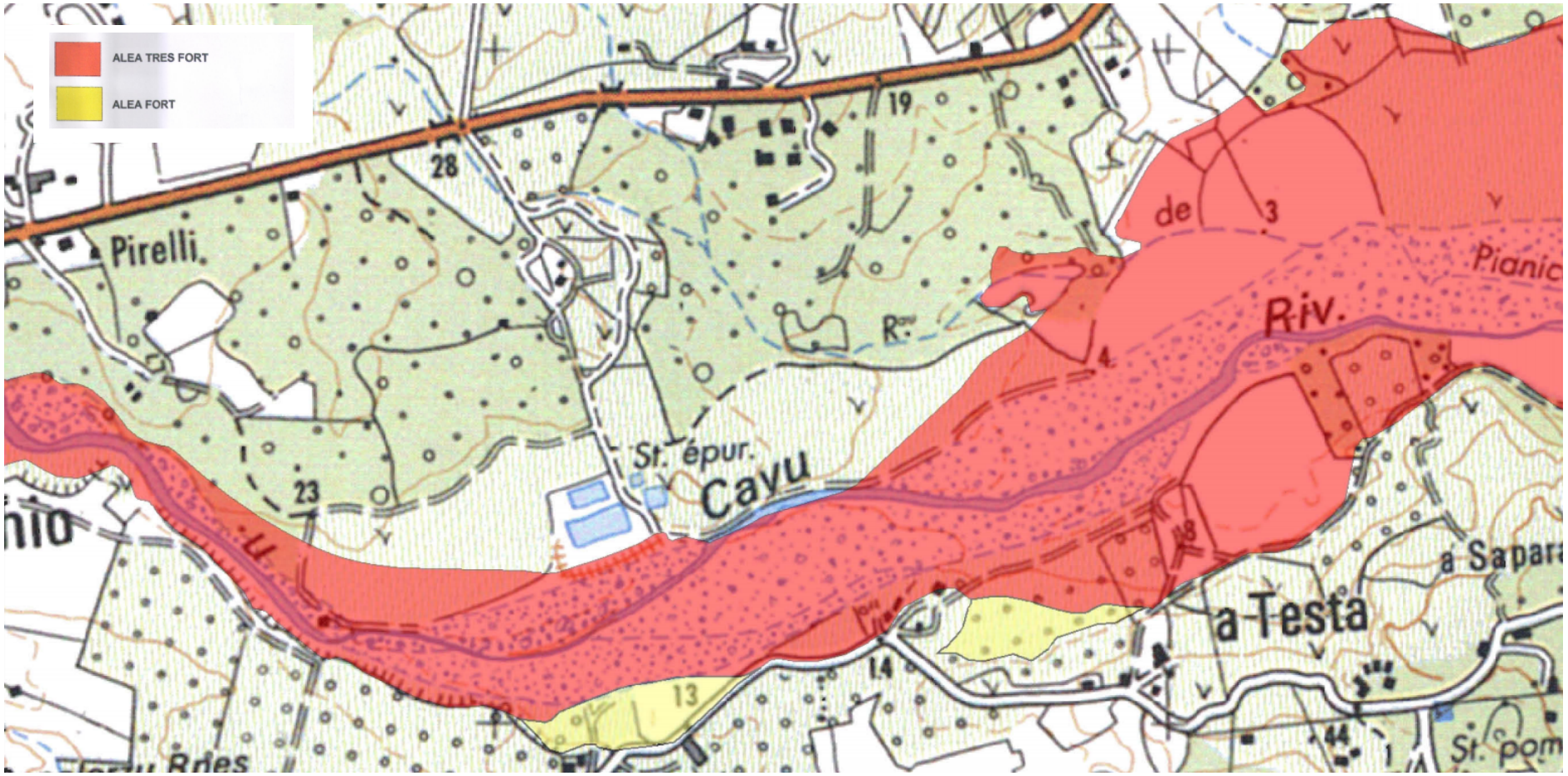



ALEA TRES FORT
ALEA FORT
Pont de Purcilella
Acqua a Sole
R N
Rvoir
Ste-Lucie de Porto-Vecc
Fiurinu
168 a
oirs
Ec.
55
53
45
42
40
41
34





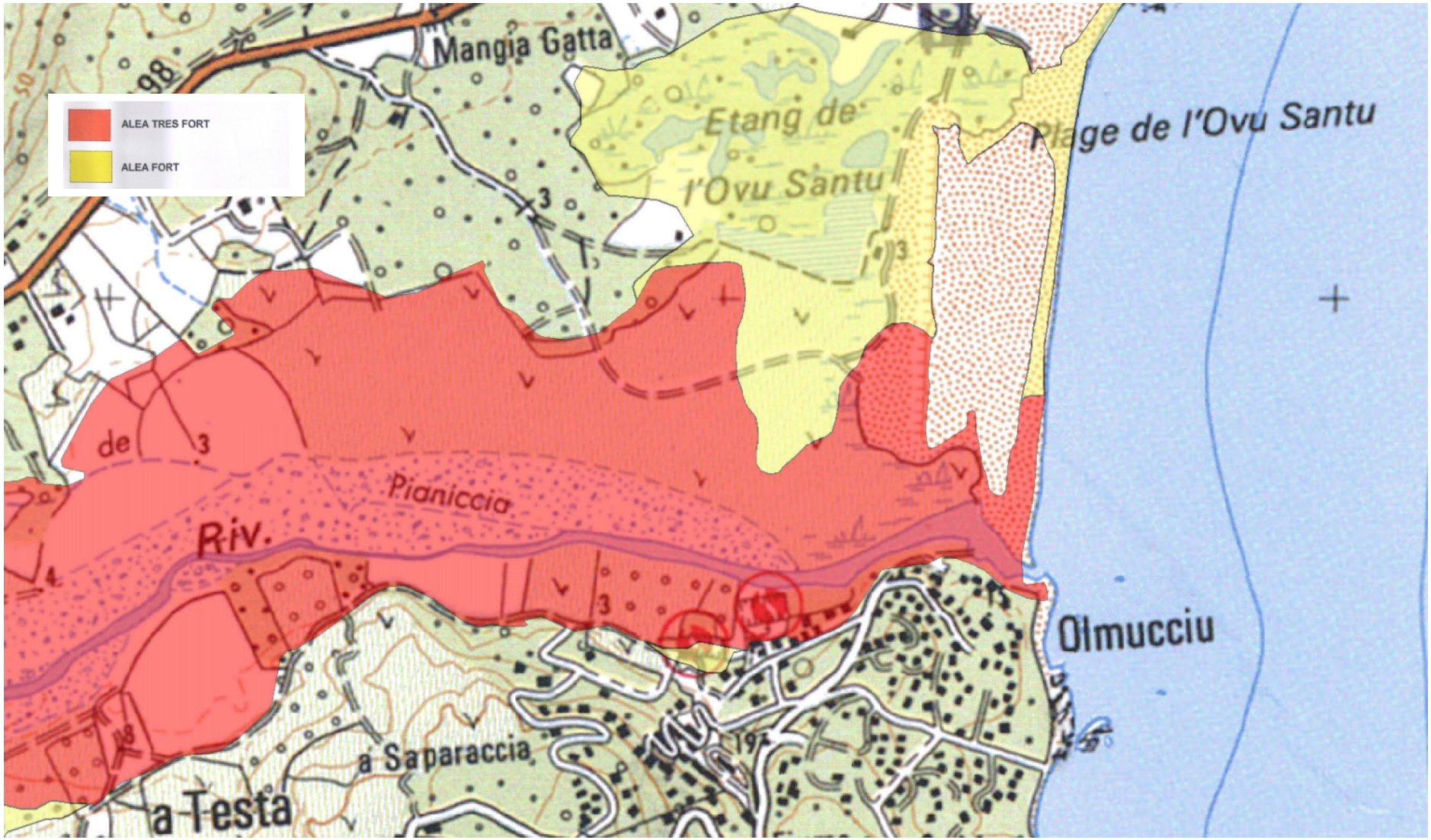



ALEA TRES FORT
ALEA FORT
Pirelli
28
19
de
3
Pianic
Riv.
St. épur.
Cayu
23
a Testa
14
13
44
1
St. pom








ALEA TRES FORT
ALEA FORT
Mangia Gatta
Etang de
l'Ovu Santu
Plage de l'Ovu Santu
Pianiccia
Riv.
Olmucciu
a Saparaccia
a Testa

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT DE LA CORSE DU SUD

SERVICE AMENAGEMENT URBANISME ET HABITAT

CO

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION DANS LE BASSIN VERSANT DU CAVU

REGLEMENT

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

15 MAI 2001

REF - REG.CAVU 20000

TITRE I - PORTEE DU P.P.R./ DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE I - Champ d'Application

Les dispositions réglementaires du PPR énumérées ci-après précisent les mesures d'interdiction, de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que les prescriptions particulières des zones directement ou indirectement exposées au risque inondation.

Ces mesures consistent à limiter les dommages causés par l'inondation sur les biens et les activités existants, d'éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur.
Le principe de ces dispositions est d'interdire toute nouvelle construction en zone inondable et de préserver les champs d'expansion des crues.

Les conditions d'occupation du sol sont précisées pour les trois zones du périmètre de risque inondation définies dans la note de présentation et reportées sur les cartes de zonage réglementaire du PPR.

- ZONE D'ALEA FORT
- ZONE D'ALEA TRES FORT

ARTICLE 2 - Effets du PPR -

Le plan de prévention des risques approuvé par le Préfet vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 Juillet 1987.
En conséquence, il doit être annexé aux plans d'occupation des sols des communes situées dans son champ territorial.

L'annexion du PPR au POS se fait à l'initiative de l'autorité responsable de la réalisation du POS. A défaut, l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme fait obligation au Préfet de mettre en demeure cette autorité d'annexer le PPR au POS et, si cette injonction n'est pas suivie d'effet, de procéder d'office à l'annexion.

Le non respect des dispositions du plan de prévention des risques d'inondation approuvé est passible de sanctions pénales prévues à l'article L.480.4. du Code de l'Urbanisme.

* *
*

TITRE II - REGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX

CHAPITRE I - Dispositions applicables en zone d'aléa fort "ZONE JAUNE"

Principe : La zone classée en aléa fort est une zone où le risque est important et pour laquelle il est prévu un ensemble d'interdiction, réglementation à caractère administratif et technique, dont la mise en œuvre est de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou le rendre acceptable.

Les dispositions applicables dans cette zone visent à :

- admettre exceptionnellement et sous certaines conditions un aménagement des constructions existantes.
- interdire toute nouvelle construction.

ARTICLE I - Occupations et utilisations du sol interdites -

Sont interdites les occupations d'utilisation du sol **non prévues à l'article 2** ci-après et notamment :

- Toute nouvelle construction ou installation ainsi que l'extension des constructions existantes.
- Les lotissements -
- Les terrains de campings et de caravanage et leur extension.
- Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs.
- Tous travaux; digues, remblais et installations de quelque nature qu'ils soient sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 ci-après.
- Le défrichement est interdit lorsque la conservation des bois ou le maintien de la destination forestière sont reconnus nécessaires (article L.311.3 alinéa 1,2,3 du code forestier).
- Les sous-sols, à l'exception des vides-sanitaires dont la hauteur n'excède pas 0,80 m.
- Les stations d'épuration
- Les décharges de quelque sorte que ce soit.
- Le stockage de produits polluants sauf pour les installations existantes (V - titre III - prescriptions obligatoires).
- Les clôtures végétales ou grillage , les murs d'enceinte.-
- Les plantations de haies -

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

15 MAI 2001

ARTICLE 2 - Occupations et utilisations du sol admises sous conditions :

Sont admis sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10.III de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau :

- Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, par exemple la pose de lignes et de câbles, les prises d'eau..., les voies de communications etc..., à condition de ne pas rehausser les lignes d'eau et ne pas entraver l'écoulement des crues, ou modifier les périmètres exposés.

- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque inondation, et que les équipements sensibles soient situés à 1,20 m au moins au-dessus au terrain naturel.

- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements, à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.

- Les clôtures, sous réserve qu'elles soient constituées d'un maximum de cinq fils superposés avec poteaux distants de deux mètres au moins de manière à permettre le libre écoulement des eaux.

- Les travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque existant soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article 31 de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992.

- Les reconstructions de bâtiments sous réserve des conditions ci-après :
  = *que leur destruction ne soit pas due à une crue torrentielle*
  = *qu'il s'agisse de constructions édifiées dans le cadre d'une restructuration d'un îlot bâti.*
  = *que la reconstruction soit réalisée dans un délai de deux ans à compter de la destruction*

Le niveau du premier plancher utilisable devant être, en tout état de cause, situé à 1,20 m au moins au-dessus du terrain naturel.

ARTICLE 3 - Prescriptions applicables aux travaux sur les biens et activités existants

Sont admis :
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes à condition toutefois de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments, le nombre de logements ou la capacité d'accueil en terme de population et de ne pas aggraver les risques et leurs effets. Il s'agit :

**- d'aménagements internes sans changement de destination :*
**- du traitement des façades*
**- de la réfection des toitures.*

- Les ouvertures d'accès et de drainage des vides sanitaires ne devront pas être situées sur les façades exposées au courant.

- Les planchers utilisables créés ou aménagés seront situés à 1,20 m au-dessus du terrain naturel.

- L'augmentation de l'emprise au sol des constructions existantes est interdite à l'exception de celle visant à la création de locaux à usage sanitaire ou technique indispensables, dans la limite de 10 m2 d'emprise au sol et sous réserve d'une réalisation à 1,20 m au-dessus du terrain naturel.

- Sont admises dans un souci de mise en sécurité, les surélévations mesurées des constructions existantes sans augmentation de l'emprise au sol destinées exclusivement à permettre l'attente des secours.

- L'adaptation ou la réfection des constructions est admise pour la mise hors d'eau des personnes des biens et activités sous réserve d'un rehaussement du premier niveau de plancher à 1,20 m au moins au-dessus du terrain naturel, sans augmentation de l'emprise au sol.

- L'entretien et la restauration des ouvrages de protection contre les inondations, (digues notamment).

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

15 MAI 2001

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ALEA TRES FORT "ZONE ROUGE" -

Le principe du règlement de cette zone est d'améliorer la sécurité des personnes et des biens existants et d'interdire toute nouvelle construction.

La zone classée en aléa très fort est une zone particulièrement exposée, où les inondations exceptionnelles peuvent être redoutables, notamment en raison des hauteurs d'eau et/ou des vitesses d'écoulement.

Il n'existe pas de mesure de protection économiquement opportune pour y autoriser la création et l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités.

ARTICLE I - Occupations et utilisations du sol interdites :

Sont interdits toutes occupations et utilisations du sol non prévues à l'article 2 ci-après et notamment :

- Toute nouvelle construction et installation, ainsi que l'extension des constructions d'installations existantes

- les lotissements

- les stations d'épuration

- les terrains de camping et de caravanage ou leur extension

- tous travaux, digues remblais et installations de quelque nature qu'ils soient sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2.

- l'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou le maintien de la destination forestière sont reconnus nécessaires (art. L.311.3 alinéas 1-2-3 du C.F.).

- les aires de stationnement ou leur extension.

- l'aménagement de terrains de plein air, de sport et de loisirs.

- les sous-sols, à l'exception des vides sanitaires dont la hauteur n'excède pas 0,80 m.

- Les décharges de quelque sorte que ce soit.

- Le stockage des produits polluants sauf pour les installations existantes (V. Titre III - mesures de prévention de protection et de sauvegarde).
- Les clôtures végétales ou grillage, les murs d'enceinte.

- Les plantations de haies.

ARTICLE 2 - Occupations et utilisations du sol admises sous conditions :

Sont admis, sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10-III de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau :

Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, par exemple la pose de lignes et de câbles, les prises d'eau, les voies de communication, etc..., à condition de ne pas rehausser des lignes d'eau et de ne pas entraver l'écoulement des crues, ou modifier les périmètres exposés.

- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque d'inondation.

- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements, à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.

- Les clôtures, sous réserve qu'elles soient constituées d'un maximum de cinq fils avec poteaux distants de deux mètres au moins de manière à permettre le libre écoulement des eaux.

Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque existant, soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article 31 de la loi n°92.3 du 3 Janvier 1992.

ARTICLE 3 - Prescriptions applicables sur les biens et activités existants

Sont admis :

- Les travaux usuels d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes, à condition toutefois de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments, le nombre de logements ou la capacité d'accueil en terme de population et de ne pas aggraver les risques et leurs effets. Il s'agit :

  * **d'aménagement internes sans changement de destination ;**
  * **du traitement des façades**
  * **de la réfection des toitures.**

- L'augmentation de l'emprise au sol des bâtiments existants, pour la création de locaux sanitaires ou techniques indispensables, dans la limite maximale de 10 m2.

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

15 MAI 2001

7

- L'adaptation ou la réfection des constructions, pour la mise hors d'eau des personnes des biens et activités sous réserve d'un rehaussement du premier niveau de plancher sans augmentation de l'emprise au sol.

- L'entretien et la restauration des ouvrages de protection contre les inondations, (digues notamment).








8

TITRE III - MESURES DE PREVENTION DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

ARTICLE 1 - Mesures obligatoires :

- Tous les canaux, fossés d'irrigation ou de drainage et leurs équipements doivent être régulièrement surveillés, curés et entretenus de façon à faciliter l'écoulement des eaux, notamment les systèmes de vannes.

- Conformément à la réglementation des cours d'eau non domaniaux, il appartient aux propriétaires riverains d'assurer le bon entretien du lit des cours d'eau (curage, faucardage, débrousaillage et entretien de la végétation des berges et des haies) ainsi que celui des ouvrages hydrauliques (ponts, seuils, vannages, barrages, fixes ou mobiles...) qui devront en permanence assurer leur propre fonctionnalité.

- Les propriétaires de terrains de campings régulièrement autorisés devront respecter les prescriptions d'information d'alerte et d'évacuation qui leur auront été imposées en application des articles 3 à 9 du décret n°94.614 du 13 Juillet 1994.

ARTICLE 2 - Recommandations

- Les niveaux intérieurs des bâtiments existants devraient être protégés d'une entrée d'eau en cas de crue. Les ouvertures (portes, fenêtres, ventaux...) devraient pouvoir résister aux pressions de la crue de référence.

- D'une manière générale les constructeurs devraient prendre toute mesure nécessaire pour que les bâtiments et constructions résistent aux pressions de la crure de référence ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés.

- Les citernes enterrées devraient être lestées ou fixées ; les citernes extérieures devraient être fixées au sol, lestées et équipées de murets de protection.

- Les réseaux d'eaux pluviales devraient être équipés de clapets anti retour.

- Le stockage des produits polluants dans les installations existantes devrait être réalisé dans un bac de rétention étanche et lesté.

ARTICLE 3 - Mesures de sauvegarde des personnes

- Dans les zones (zones d'aléa fort et très fort) l'évacuation préventive des personnes devrait être organisée, dans la mesure où la sécurité des bâtiments se serait pas assurée dans ces zones.

******

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

15 MAI 200

Risque inondation

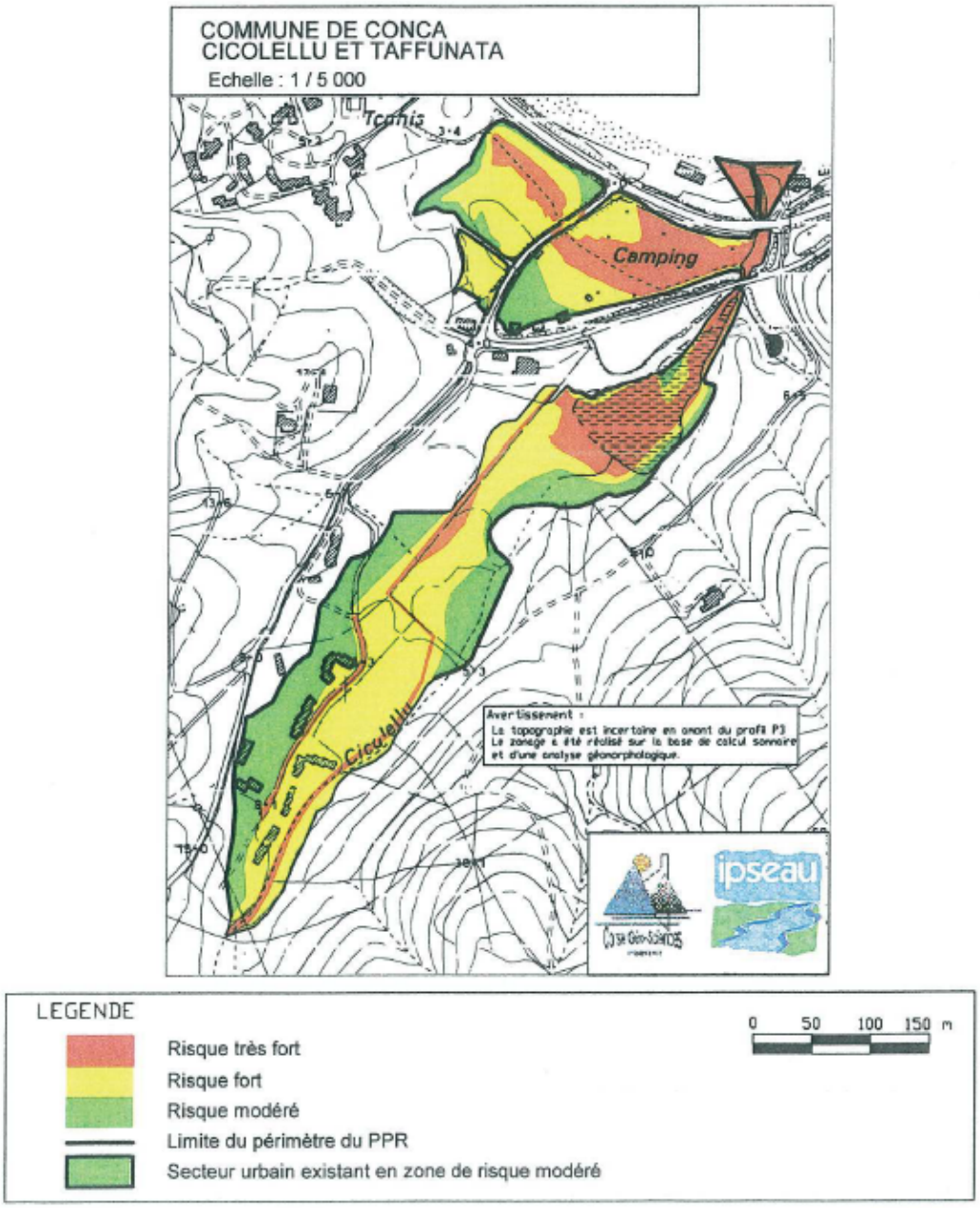
PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD
Direction Départementale de l'Equipement
Service Aménagement Urbanisme et Habitat

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

08 NOV. 2001

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION DANS LE BASSIN VERSANT DU CICOLELLU ET DE LA TAFFUNATA

CARTE DU ZONAGE REGLEMENTAIRE



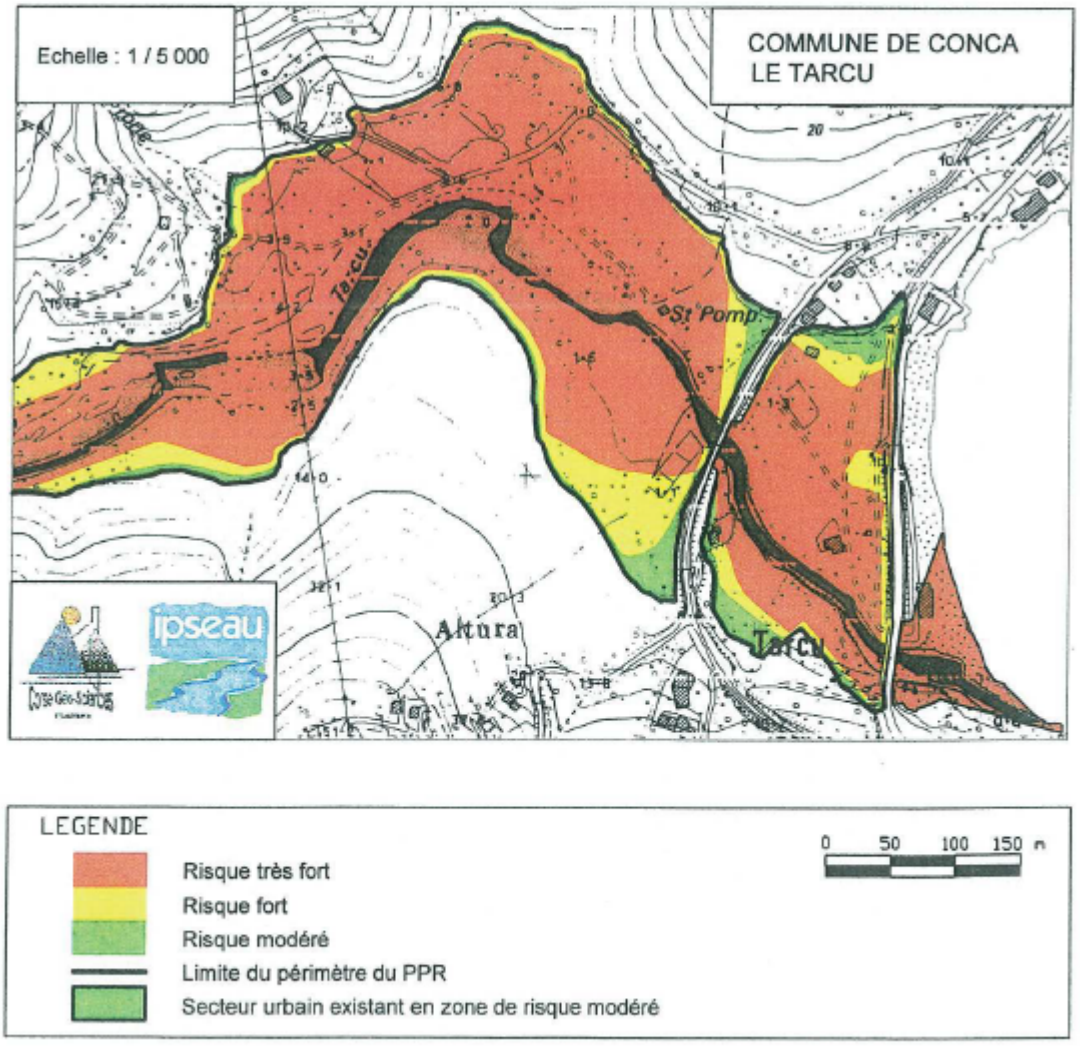
PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD
Direction Départementale de l'Equipement
Service Aménagement Urbanisme et Habitat

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 24

08 NOV. 2001

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION DANS LE BASSIN VERSANT DU TARCU

CARTE DU ZONAGE REGLEMENTAIRE

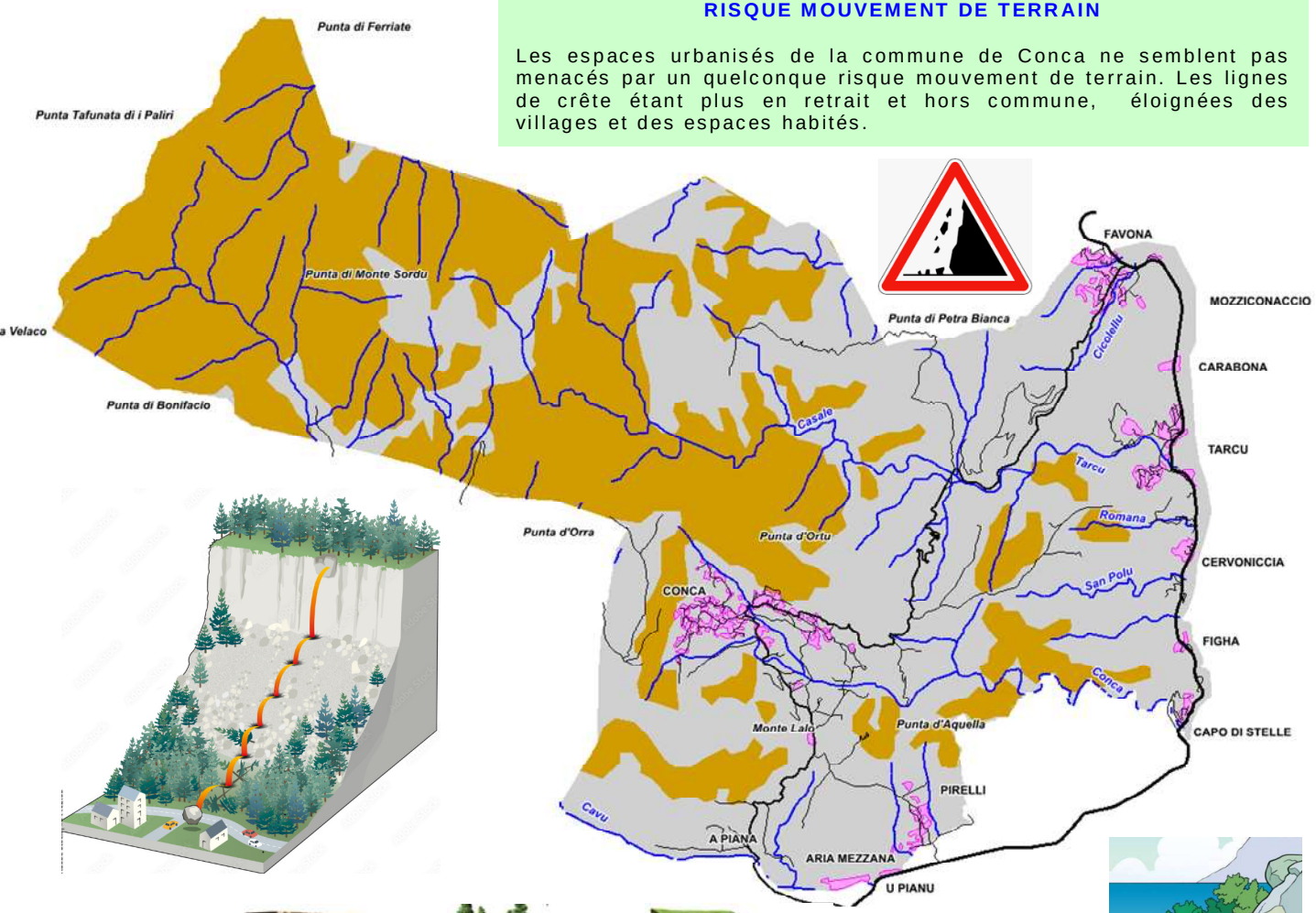


Novembre 2000

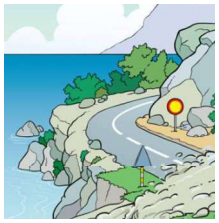
Risque mouvements de terrain – chute de blocs

RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Les espaces urbanisés de la commune de Conca ne semblent pas menacés par un quelconque risque mouvement de terrain. Les lignes de crête étant plus en retrait et hors commune, éloignées des villages et des espaces habités.







Ces phénomènes sont limités sur le territoire de la commune étant donnée que la majeure partie des terrains est recouverte par des formations végétales herbacées, buissonnantes, arbustives ou arborescentes. Si bien que l'impact de l'eau sur les sols est réduit par la végétation qui absorbe les volumes d'eau précipités avec un réseau racinaire qui les draine en profondeur vers les anfractuosités de la roche.

Sont exposés les bas-côtés des routes et chemins, les murs de soutènement en pierres sèches des anciennes terrasses de jardins, les mouvements de terres – excavations et enrochements. L'absorption peut être rendue difficile par l'abondance et la soudaineté des pluies d'automne. Dans ce cas, les aléas sont limités à la voirie mais peuvent engendrer des accidents de la circulation si celle-ci n'est pas régulièrement entretenue.

Par contre le risque est plus prononcé sur les massifs montagnards accidentés, jusque sur les piedmonts montagneux et littoraux et même les contreforts du village qui est ceinturé par le risque mouvement de terrain. Ces zones, pour certaines, ont été parcourues par les incendies dans les années 1970 & 1990, la maigre végétation en taches éparses ne suffit pas à retenir les sols fragilisés, exposés aux intempéries (ruissellement de surface, sécheresse, ravinement…). Si bien que ces sites sont particulièrement exposés à des risques de coulées de boues, glissements de terrains et laves torrentielles (franes).

Aussi, suite à des opérations de terrassement, les sols sont ameublis, décapés de leur couverture végétale et soutenus par de simples enrochements. Ceux-ci peuvent constituer de véritables poches d'eau lors d'intempéries longues et brutales et peuvent céder lorsqu'ils atteignent le seuil de saturation. Les terrains qui ont connu un terrassement récent sont particulièrement exposés au ravinement et au ruissellement de surface. Ceci pouvant, dans ce cas d'espèce, engendrer des coulées de boues si aucun aménagement n'a été réalisé en contrepartie.

Sites exposés

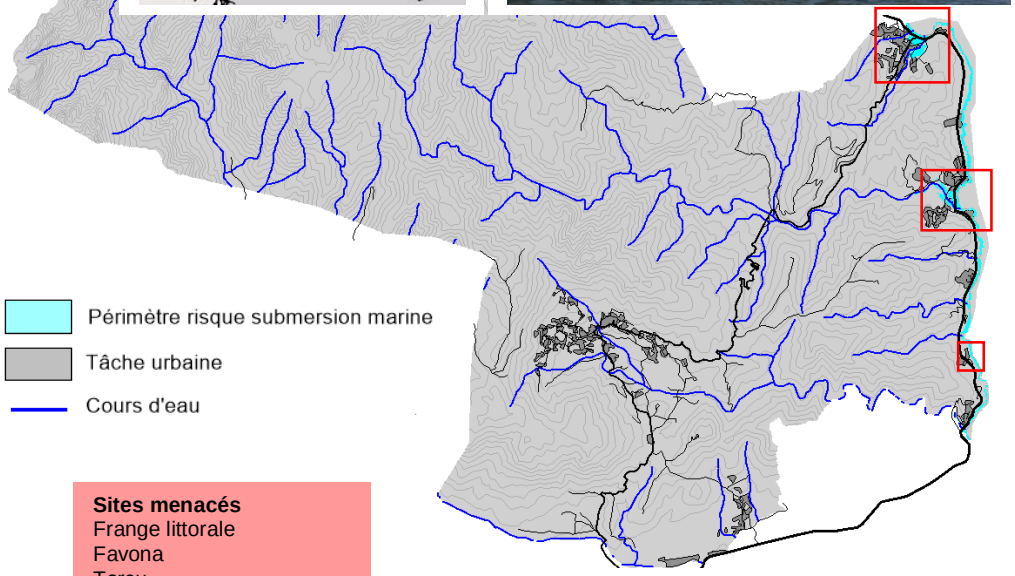
- Capo di Stella – RT10.
- Tarcu.
- Favona.
- Hauteurs de l'espace villageois.
- Sites parcourus jadis par les incendies de forêt.
- Massifs minéraux, granitiques et diaclasés.

Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque de submersion marine





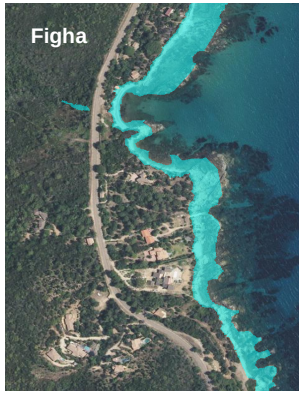


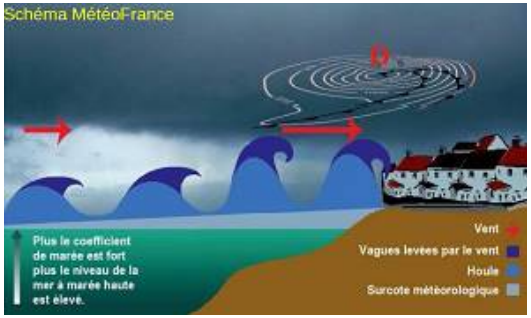
Depuis la tempête Xynthia, la prévention du risque de submersion marine est devenue l'une des priorités de l'État. Des plans de prévention des risques littoraux (PPRL) ont été prescrits sur les façades maritimes. Toutefois, en Corse, la prise en compte de ce risque est assez récente et les données disponibles, que ce soit pour l'aléa (houlographes, marégraphe, etc.) ou les enjeux (MNT littoraux) sont encore imprécises. Le risque de submersion marine définit, à l'échelle régionale, les phénomènes associés aux surcotes de tempêtes marines, et les secteurs les plus exposés à la submersion.

Un point en lien direct avec la submersion marine qu'il semble important de prendre en compte est celui de la montée du niveau des eaux suite au réchauffement climatique. La Corse, comme toutes les régions côtières, est directement impactée par ce phénomène qu'il ne faut donc pas négliger. Les hypothèses sur l'augmentation du niveau de la mer faites par l'ONERC sont de 0,4 m, pour les plus optimistes, à 1 m dans le cas extrême à l'horizon 2100.

Une marge supplémentaire liée aux inondations par submersion marine est à considérer. Cette marge, qui a déjà pu être prise en compte dans les études liées aux suites de la tempête Xynthia en rehaussant d'un mètre toutes les valeurs de niveaux marins, doit être prise en considération.

Sites menacés
Frange littorale
Favona
Tarcu
Plages et arrière-plages.



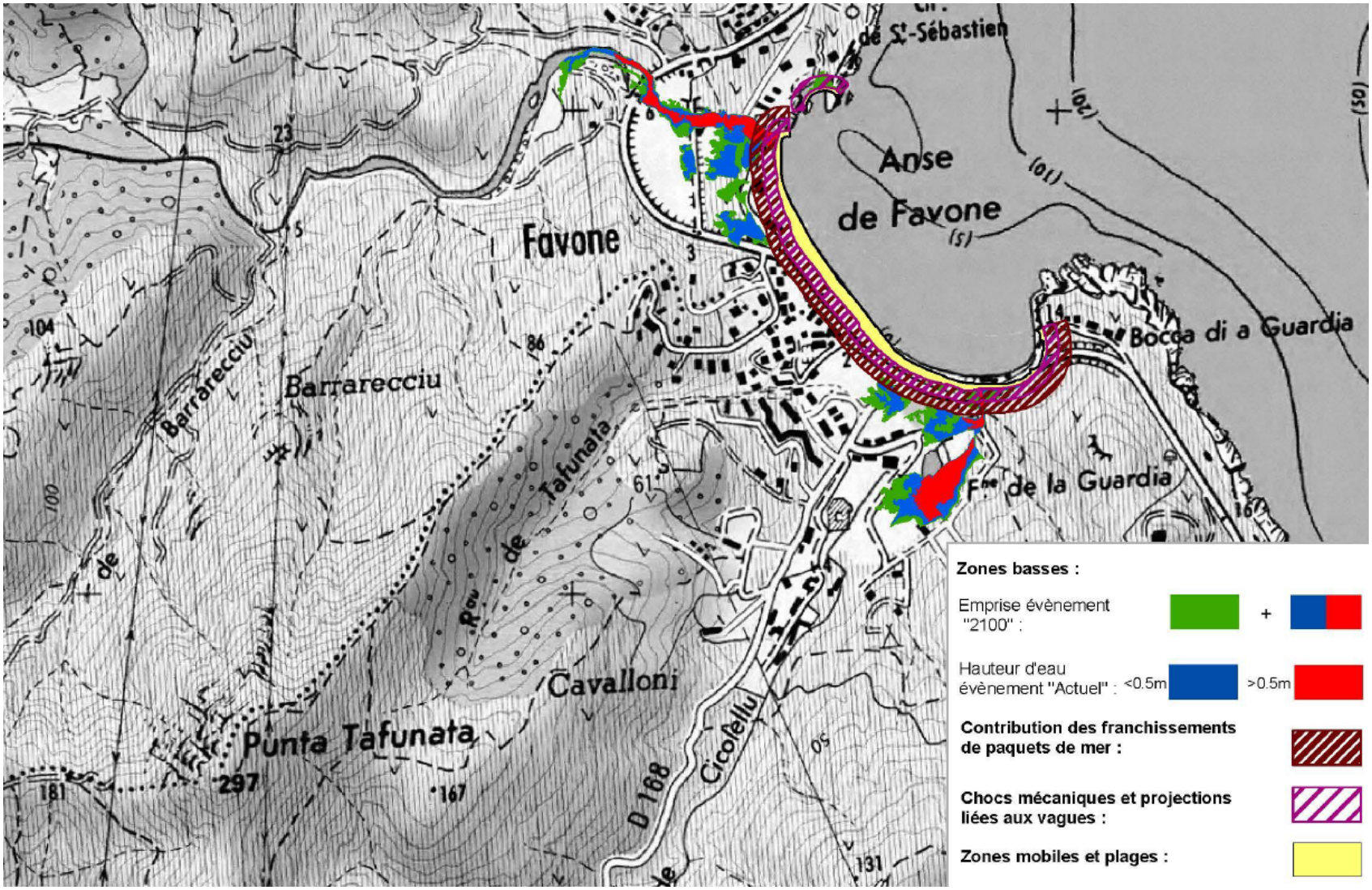






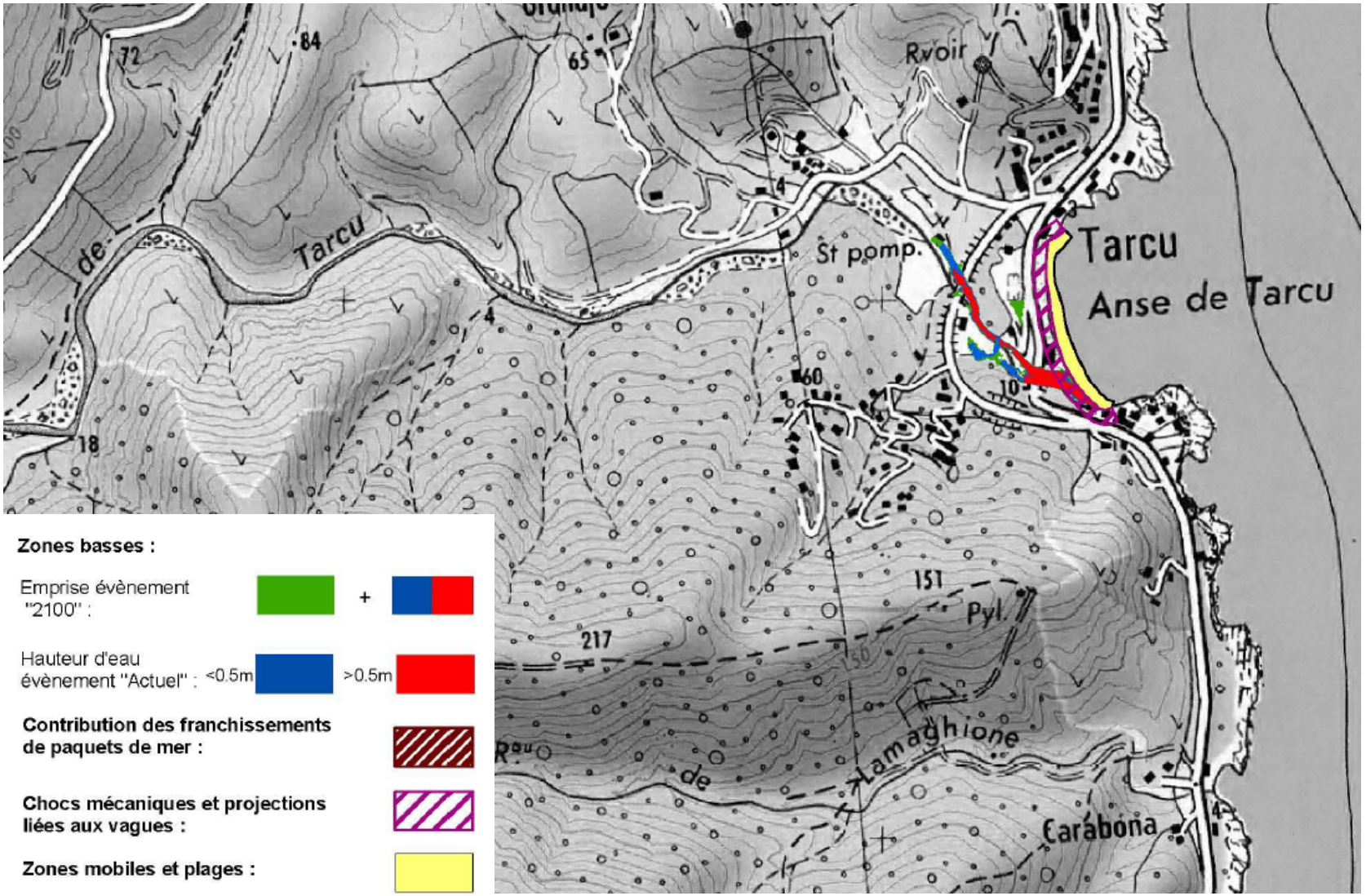
Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque de submersion marine



Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque de submersion marine

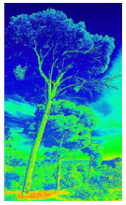


Incendie de forêt





P.I.D.A.F.



ZAL existante
ZAL à créer
Piste à créer
Limites commune de Conca
HBE Point d'eau mixte existant
Point d'eau terrestre existant
HBE Point d'eau mixte à créer



ZAL de Conca





Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols
(Art. R 151-51 du code de l'urbanisme)

Définition

Les servitudes d'utilité publique sont des dispositions issues de législations particulières ayant une incidence restrictive sur les possibilités d'utilisation des sols. Ces servitudes figurent sur une liste fixée par le code de l'urbanisme et concernent les catégories suivantes : servitudes relatives à la conservation du patrimoine, à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements, à la défense nationale, à la salubrité publique et à la sécurité publique.

INTRODUCTION
La notion de Servitude d'Utilité Publique

Par oppositions aux servitudes de droit privé qui constituent des charges imposées ou consenties au profit ou pour utilité d'un fond voisin, les limitations administratives au droit de propriété sont instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique. Elles constituent des charges qui existent de plein droit sur tous les immeubles concernés et qui peuvent aboutir :

>> Soit à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire et plus généralement le droit d'occuper ou d'utiliser le sol.

>> Soit à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages par exemples des diverses servitudes créées pour l'établissement des lignes de télécommunications, de transports d'énergie électrique, etc…

>>Soit plus rarement, à imposer certaines obligations de faire à la charge du propriétaire (travaux…).

Ces limitations administratives au droit de propriétaire peuvent être instituées au bénéfice de personnes publiques (Etat, collectivités locales, établissements publics), des concessionnaires de services ou de travaux publics (E.D.F, …) de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations ….)

Les limitations administratives au droit de propriété regroupent deux grandes catégories de servitudes : les servitudes d'urbanisme et les servitudes d'utilité publique.

Il convient de distinguer des servitudes d'urbanisme, qui ont leur fondement juridique dans le code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique qui n'ont, au contraire, pas leur fondement dans le code de l'urbanisme, à l'exception des servitudes de passages sur le littoral longitudinales et transversales.

Les P.L.U doivent d'un part "respecter" les servitudes d'utilité publique, d'autre part en assurer la publicité dans les annexes.



SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DES SOLS Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent comporter en annexes les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret du Conseil d'Etat.	
1- Servitudes relatives à la conservation du patrimoine	
A- PATRIMOINE NATUREL	*code alphanumérique*
FORET	
• **Forêt de Zonza** • **Forêt de Bavella-Sambucco** • **Forêt communale de Conca** • **Forêt domaniale de l'Ospedale, massif d'Albarellu** • **Forêt domaniale de Bavella**	**A1**
LITTORAL MARITIME	
Sans objet	
EAUX	
Sans objet	
RESERVES NATURELLES ET PARCS NATIONAUX	
Sans objet	
B- PATRIMOINE CULTUREL	
MONUMENTS INSCRITS	
Sans objet	
MONUMENTS NATURELS ET SITES	
Sans objet	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET URBAIN	
Sans objet	
2- Servitudes relative à l'utilisation de certaines ressources et certains équipements	
A-ENERGIE	
ELECTRICITE ET GAZ	
• **Lignes à haute tension** • **Câble SACOI**	**I4**
ENERGIE HYDRAULIQUE	
Sans objet	
HYDROCARBURES	
Sans objet	
CHALEUR	
Sans objet	
B- MINES ET CARRIERES	
Sans objet	
C- CANALISATION	
PRODUITS CHIMIQUES	
Sans objet	

EAUX ET ASSAINISSEMENT	
Sans objet	
D- COMMUNICATIONS	
COURS D'EAU	
Sans objet	
NAVIGATION MARITIME	
Sans objet	
VOIES FERREES ET AEROTRAINS	
Sans objet	
RESEAU ROUTIER	
Sans objet	
REMONTEES MECANIQUES	
Sans objet	
CIRCULATION AERIENNE	
Sans objet	
E- TELECOMMUNICATION	
Servitude de protection des centres de réception radio-électriques	
• **Punta Calcina**	**PT1 et PT2**
Servitude radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques	
Sans objet	

3- Servitudes relatives à la défense nationale

Sans objet	

4- Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

A- SALUBRITE PUBLIQUE	
CIMETIERE	
• **Cimetière de Conca**	**Int 1**
ETABLISSEMENT CONCHYCOLES	
Sans objet	
B- SECURITE PUBLIQUE	
Sans objet	

5- Risques naturels

A- INONDATION	
Plan de Prévention des Risques Inondation	
• **PPRi du Cavu approuvé par arrêté préfectoral n°01-0691 en date du 15 mai 2001***	**PM1**

**Cf. § annexes*

Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation des sols
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A- Patrimoine naturel

Forêt soumises au régime forestier (A1)



Les forêts soumises au régime forestier sur la commune de Conca couvrent plus de 4028ha (52 % de la surface du territoire).

Forêts soumises au régime forestier















Lieu-dit	Superficie Approx.	Caractéristiques dominantes
Forêt de Zonza	311 ha	Milieu montagnard, lignes de crêtes, escarpements, vallée Pins maritimes et larici
Forêt de Bavella-Sambucco	1570 ha	
Forêt de Conca	1188 ha	Moyenne montagne, piedmonts Pins maritimes, chênes verts, maquis d'arbousiers et de chênes
Forêt domaniale de l'Ospedale, massif d'Albarellu	959 ha	Massif forestier rive gauche du Cavu, piedmonts Pins maritimes épars, maquis, friches, évolution régressive du milieu dû à la récurrence des incendies
Forêt domaniale de Bavella	95 ha	Grand site Aiguilles, escarpements rocheux, milieu montagnard fragile Pins maritimes et larici, estives

A- Energie

Electricité (I4)

Périmètre à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application :

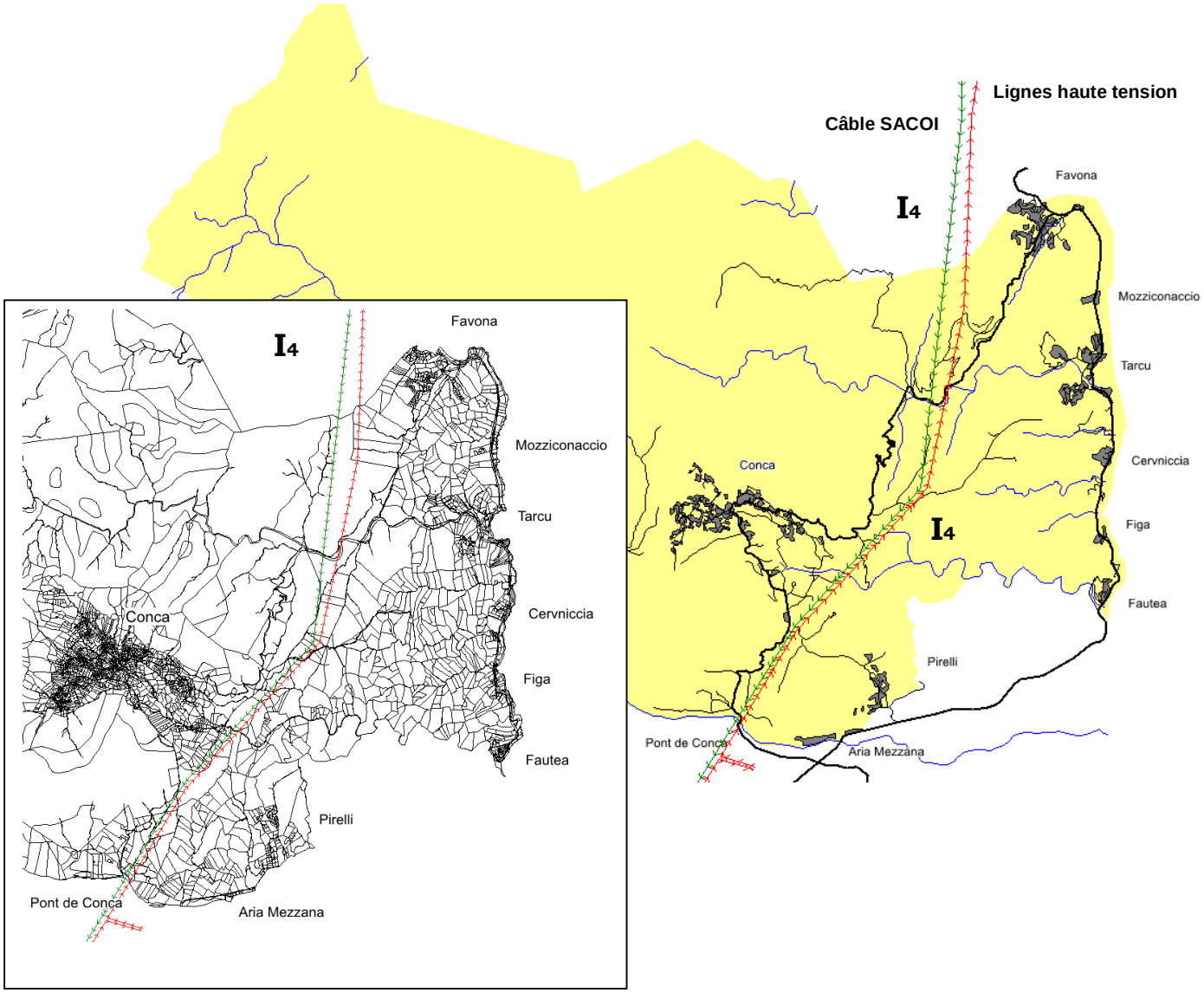
- De l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906.
- De l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925.
- De l'article 35 de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée.
- De l'article 25 du décret n°64-481 du 23 janvier 1964.

Le territoire de Conca est traversé transversalement par des lignes à haute tension EDF et le câble SACOI.

Ces lignes aériennes sont orientées au départ du poste électrique :

- Nord/sud en direction la RT10 entre Porto-Vecchio et Bastia.

Ces lignes à haute tension sont relayées par un réseau de moyenne et basse tension généralement aérien dont l'impact visuel est fortement marqué localement.



E- Télécommunications

Télécommunications (PT1 & PT2)

Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques instituées en application des articles L.57 à L.62 et R.27 à R.39 du Code des postes et télécommunications.

Servitudes de protection des centres radioélectriques contre les obstacles instituées en application des articles L.54 à L.56 et R.21 à R.26 du Code des postes et télécommunications.

- ***Les servitudes de France Télécom***

Sur le territoire il faut noter la présence **de trois servitudes contre les perturbations électromagnétiques** dont les zones secondaires de dégagements ont été instituées par le décret en date du 31/10/79 :

- ***Les servitudes TDF***

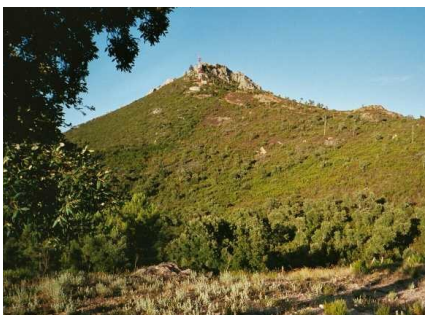
La commune dispose d'un centre de diffusion hertzienne classé en première catégorie et exploité par TDF situé sur le sommet de la **Punta Calcina**, point stratégique pour les télécommunications.

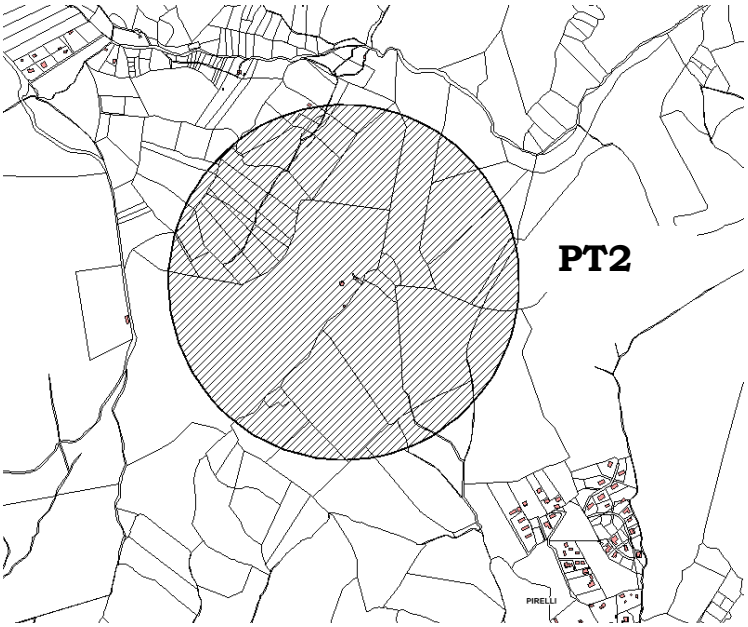
Le décret fixant l'étendue des zones et les protections contre les perturbations radioélectriques date de mars 1987.

La zone de protection est délimitée dans ce cas par **un cercle de 500 m. de rayon** où il est interdit toutes installations électriques pouvant produire ou propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par la station et présentant pour les appareils qui s'y trouvent un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation de cette station.

Dans la zone secondaire de dégagement, il est interdit de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie haute excède une certaine altitude par rapport au niveau de la mer.



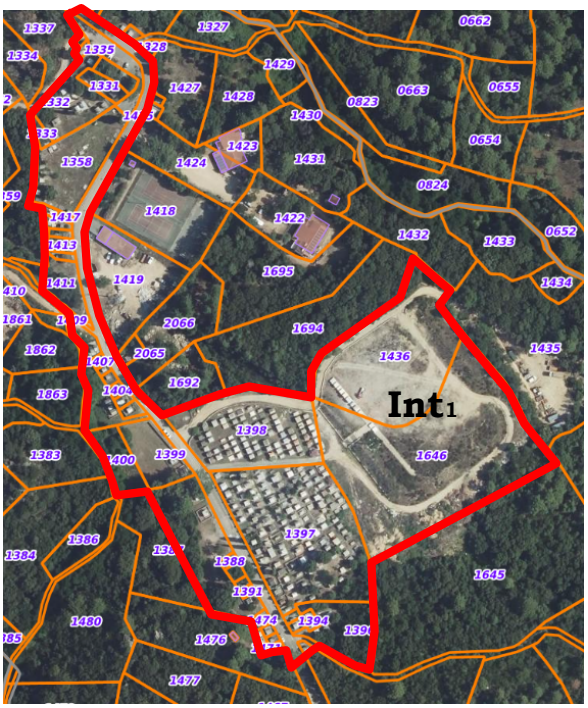




A-Salubrité publique

Cimetière (Int1)

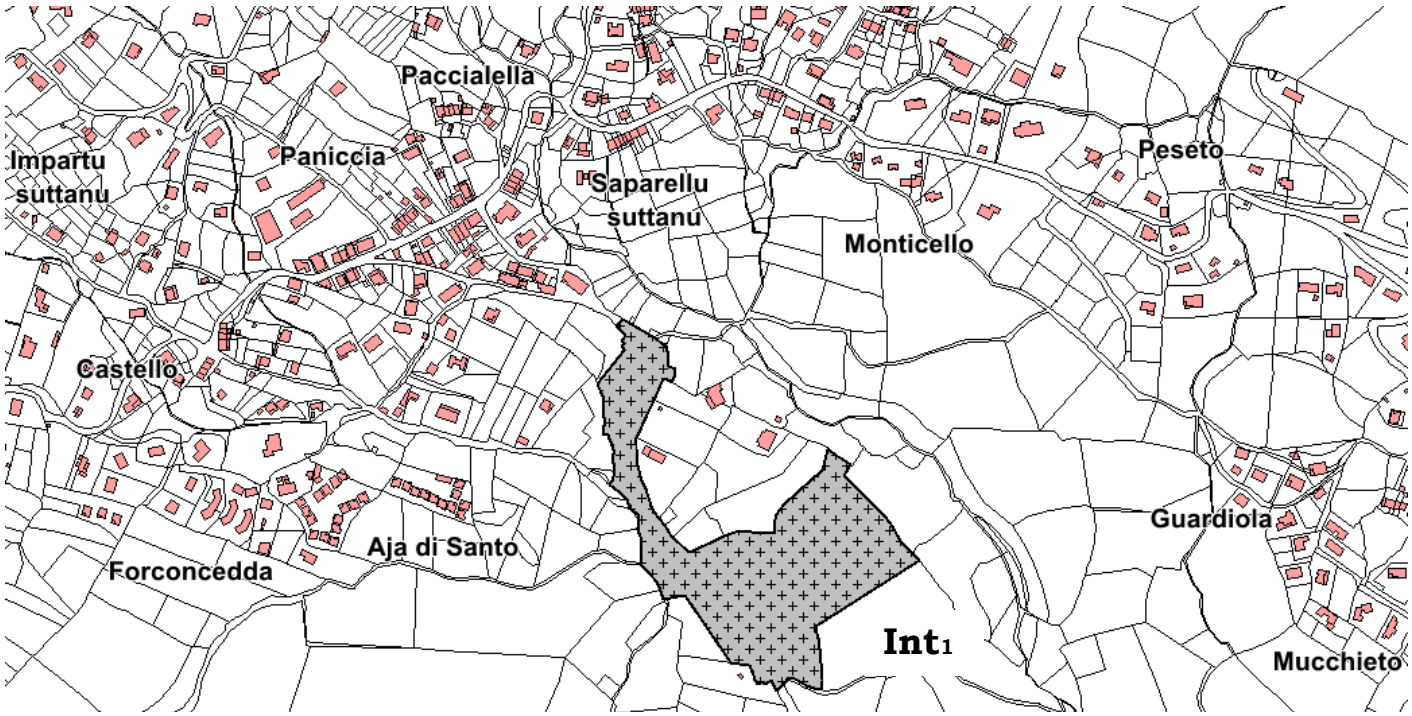
Article L.361-1 du code des communes.
Article L.361-4 du code des communes.
Cimetière de Conca.







Cimetière de Conca (parcelles n°1336, 1332, 1329, 1331, 1333, 1335, 1358, 1417, 1413, 1415, 1414, 1416, 1411, 1408, 1401, 1407, 1406, 1405, 1404, 1403, 1402, 1398, 1397, 1394, 1396, 1395, 1392, 1393, 1469, 1400, 1399, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1474, 1473, 1472, 1471, 1470, 1476, 1436, 1646)



Autres renseignements et servitudes

A- Emplacements réservés
B- Secteurs archéologiques
C- Arrêté préfectoral n° 2012338-0004 du 3 décembre 2012 relatif au débroussaillement légal

Emplacements réservés (art. L. 151-41 du code de l'urbanisme)

n° réf. sur le plan	Désignation	parcelles	bénéficiaire	Surface (approx.)
	Aménagements			
1	Théâtre de verdure Place centrale Equipements publics Logements communaux	Section B3 Parcelles n°290, 110, 1008	Commune de Conca	15 560m²
2	Parc paysager Stationnement Place publique Equipements publics Maison de Santé Casa di L'anciani Logements communaux	Section B4 Parcelles n°300, 271, 302, 861, 993, 963, 994, 624, 620, 625, 626, 621, 627, 276, 71, 72, 68, 74, 73, 76, 75, 84, 1428	Commune de Conca	27 762m²
3	Place publique Stationnement Parc paysager	Section E3 Parcelles n°257, 835, 836, 734, 735, 737, 738, 736, 740, 742	Commune de Conca	3 623m²
4	Stationnement	Section D4 Parcelles n°270, 271	Commune de Conca	373m²
5	Stationnement	Section D4 Parcelle n°265	Commune de Conca	200m²
6	Place publique	Section D4 Parcelles n°814, 257, 255, 252	Commune de Conca	279m²
7	Place publique Equipements publics Logements communaux Place publique Stationnement	Section B3 Parcelles n°388, 390, 392, 395, 79, 495, 1209, 87	Commune de Conca	5 012m²
8	Place publique	Section D5 Parcelles n°432, 429, 428, 427, 431	Commune de Conca	757m²
9	Stationnement	Section F2 Parcelles n°510, 508, 509, 507	Commune de Conca	642m²
10	Espace vert	Section F2 Parcelles n°533, 534, 537, 538, 541, 1601, 544	Commune de Conca	1 959m²
11	Stationnement Place de marché	Section F2 Parcelles n°1338, 1337, 1334	Commune de Conca	4 228m²
12	Place publique Espace vert - parc	Section F2 Parcelles n°602, 607, 619, 616, 615, 612, 611, 610	Commune de Conca	3 053m²
13	Espace vert –Square public Equipements publics Place publique Logements communaux	Section F2 Parcelle n°1332, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1940, 490, 491, 2033, 2034, 579, 580, 583, 581, 578, 582	Commune de Conca	4 776m²
14	Espace vert Square	Section F4 Parcelles n°2011, 651, 623	Commune de Conca	1 561m²
15	Espace vert Cheminement piéton	Section F4 Parcelles n°1992, 1994, 1771, 1378, 1975	Commune de Conca	2 395m²
16	Place publique Stationnement Verger paysager desserte	Section F3 Parcelles n°1573, 1574, 1575, 1064, 1048	Commune de Conca	1 071m²
17	Place publique Stationnement	Section F3 Parcelles n°1023, 1024, 1025, 1026, 1030, 1501	Commune de Conca	1 291m²
18	Stationnement	Section F3 Parcelles n°932, 932	Commune de Conca	170m²
19	Place publique	Section F3 Parcelles n°944, 943, 942	Commune de Conca	402m²

Emplacements réservés (art. L. 151-41 du code de l'urbanisme)

n° réf. sur le plan	Désignation	parcelles	bénéficiaire	Surface (approx.)
	Aménagements			
20	Place publique	Section F1 Parcelles n°1098, 1099, 1101, 1091, 1090, 1089	Commune de Conca	881m²
21	Stationnement	Section F1 Parcelles n°158, 159	Commune de Conca	279m²
22	Place publique Stationnement	Section F2 Parcelles n°715, 1924, 702, 713, 714, 719	Commune de Conca	956m²
23	Place publique Stationnement	Section F2 Parcelles n°352, 349, 348, 347, 346, 345	Commune de Conca	682m²
24	Eco parc Parc de loisirs	Sections F4 – F5 Parcelles n°644, 640, 641, 638, 828, 829, 1389, 1445, 1448,, 640, 641, 168, 167, 1503, 1523, 1522, 656, 655, 663, 823, 824, 1435, 651, 1439, 1440, 600, 649, 648, 203, 650, 202, 778, 201, 202, 197, 195, 194, 196, 198, 199, 200, 211, 213, 234, 235, 1387, 1480, 1476, 1477, 1467, 1479, 1480, 1451, 126, 127, 1454, 799, 798, 797, 124, 123, 122, 121, 120, 1447, 1448	Commune de Conca	287 781m²
25	Elargissement voirie	Section F2 Parcelles n°660, 659, 1599, 1598, 671, 672	Commune de Conca	369m²
26	Place publique	Section F3 Parcelle n°1264	Commune de Conca	180m²
27	Extension du cimetière	Section F4 Parcelle n°1396	Commune de Conca	1 190m²
28	Place publique	Section F1 Parcelle n°153	Commune de Conca	232m²
29	Maison du GR20 Stationnement Place publique Parcs paysager	Section F2 Parcelles n°218, 1489, 247	Commune de Conca	4 116m²

Le PLU réserve les emplacements nécessaires aux équipements publics, aux ouvrages, voies et cheminements publics, aux installations d'intérêt général, et aux espaces verts publics.

Les emplacements réservés inscrits au PLU ne portent pas atteinte à la propriété privée dès lors qu'ils sont justifiés par un intérêt général et qu'ils reposent sur les contreparties que sont, d'une part, le droit de délaissement (article L. 152-2 du code de l'urbanisme) et, d'autre part, l'indemnisation sous le contrôle du juge administratif.

L'objet des emplacements réservés est d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec la destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité, en temps utile et aux endroits adéquats, des espaces nécessaires aux équipements collectifs, en particulier dans les zones susceptibles d'être bâties.

Le terrain concerné par l'emplacement réservé peut être bénéficiaire peut être une collectivité publique, un établissement public ou un organisme public concessionnaire ou gestionnaire d'un service public.
Pour être inscrit en emplacement réservé, le projet doit relever de l'une des catégories limitativement énumérées par l'article L. 151-41 du code de l'urbanisme :

- ⇨ *Voies et ouvragés publics.*
- ⇨ *Installations d'intérêt général.*
- ⇨ *Espaces verts publics.*
- ⇨ *Espaces nécessaires aux continuités écologiques.*
- ⇨ *Dans les zones U et AU, emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements.*

Ces catégories sont assez largement étendues en pratique. Sont concernées au titre des voies les routes, les rues, les places, les chemins, les pistes cyclables, les parcs de stationnements…

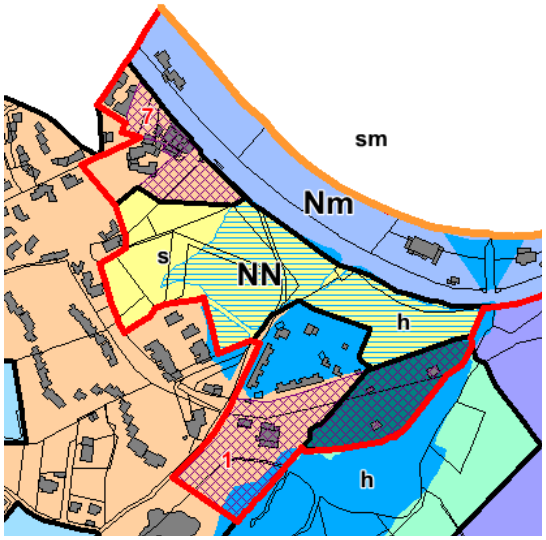
Les ouvrages publics recouvrent notamment les canaux, les voies ferrées, les aérodromes, les stations d'épurations et de traitement, les réservoirs, les transformateurs, les équipements scolaires, les équipements sociaux, culturels, hospitaliers.

Les installations d'intérêt général sont celles qui présentent une fonction collective, pour lesquelles une procédure d'expropriation pourrait être menée, et qui ne sont pas destinées à une utilisation privative.

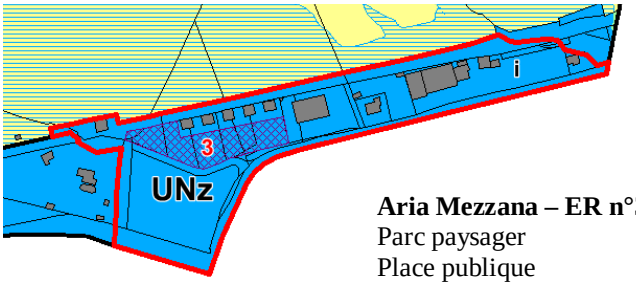
Enfin, les espaces verts concernent tout autant ceux qui existent que ceux qui sont destinés à être réalisés A cette liste, la loi ALUR a ajouté les espaces nécessaire. Le juge administratif exerce un contrôle limité à l'erreur manifeste d'appréciation sur la justification du classement d'un terrain en emplacement réservé. Il vérifie néanmoins que l'emplacement réservé entre bien dans l'une des catégories précitées. Par ailleurs s'il doit réellement être envisagé, le projet de voie, d'espace ou d'ouvrage n'a pas à être précis ou déjà élaboré. Le critère principal repose donc sur la réalité de l'intention de la collectivité. L'emplacement réservé doit en outre être compatible avec le Padd.



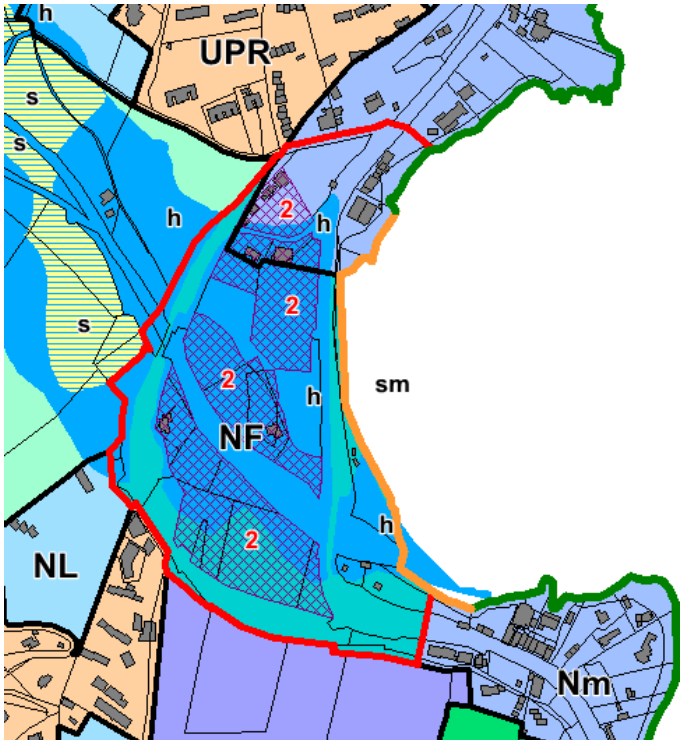
REPERAGE CARTOGRAPHIQUE DES EMPLACEMENT RESERVES



Favona – ER n°1
Théâtre de verdure – place centrale
Equipements publics – logements communaux
Favona – ER n°7
Place de marché - Stationnement
Equipements publics – logements communaux



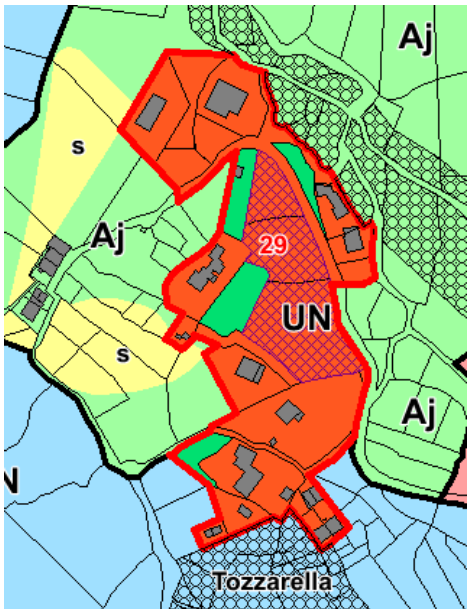
Aria Mezzana – ER n°3
Parc paysager
Place publique
Stationnement



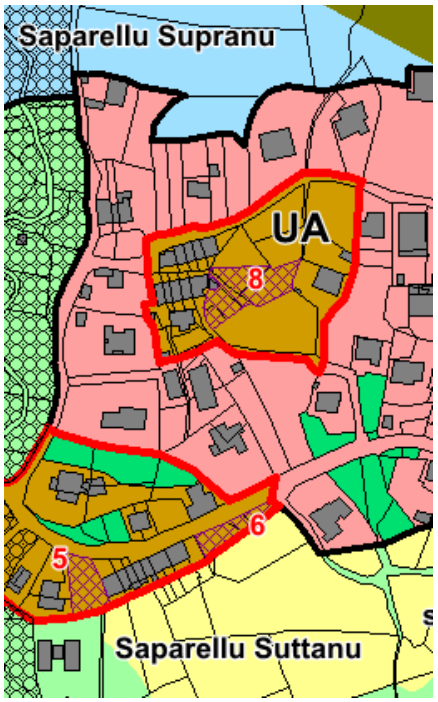
Tarcu – ER n°2
Parc paysager – stationnement - place centrale
Equipements publics – logements communaux
Maison de la Santé – Casa di l'Anciani /résidence senior
Mairie annexe

REPERAGE CARTOGRAPHIQUE DES EMPLACEMENT RESERVES

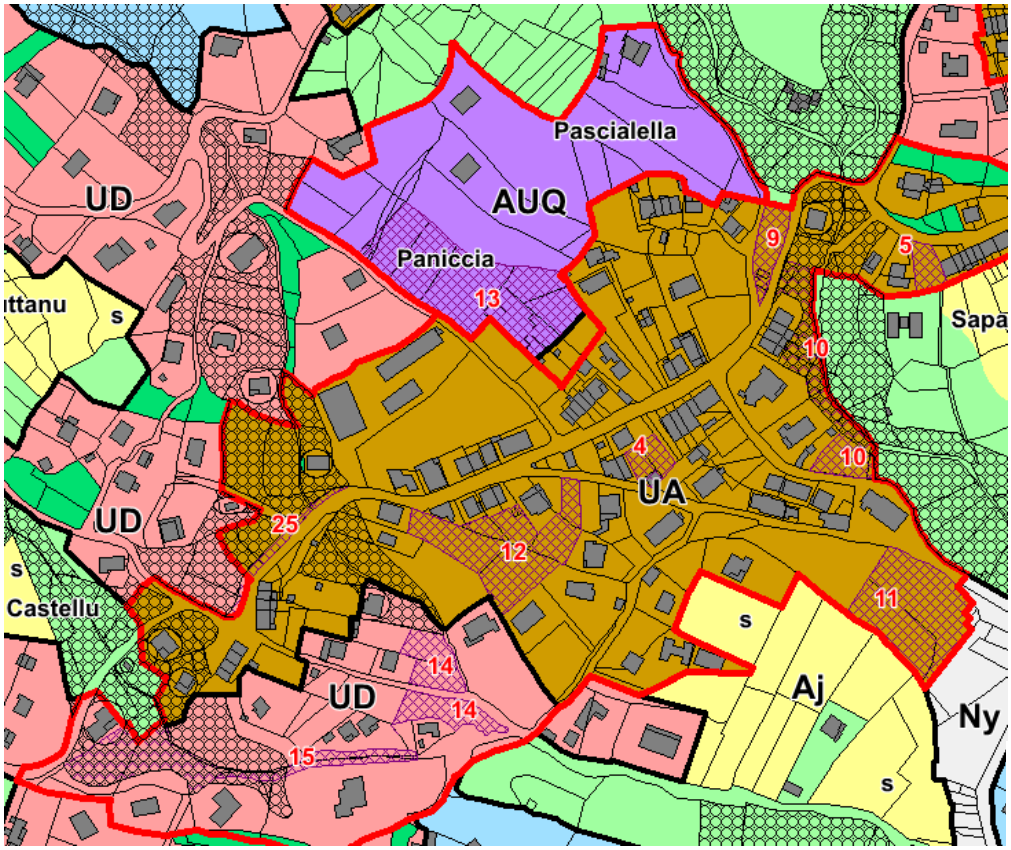
Tozzarella/Radicali – ER n°29
Place publique – espace vert
Maison du GR20 - stationnement



Saparellu Suttanu – ER n°6
Place publique
Saparellu Suttanu – ER n°5
Stationnement
Saprellu Supranu – ER n°8
Place publique

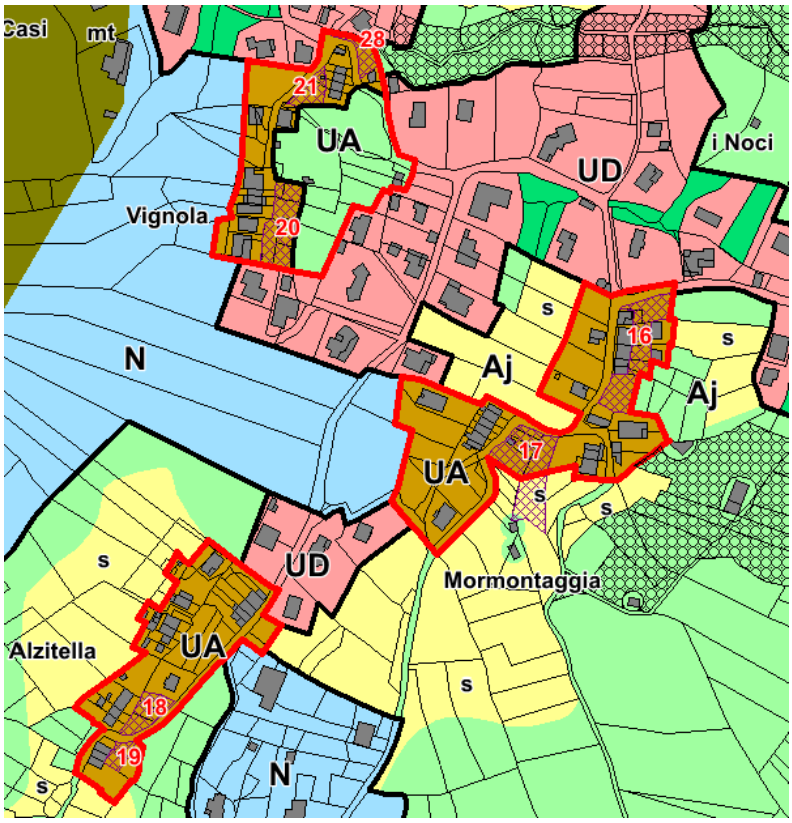


Pascialella – ER n°9
Stationnement
Conca– ER n°10
Espace vert
Conca – ER n°11
Stationnement - place publique
Conca – ER n°12
Place publique – espaces vert - parc
Paniccia – ER n°13
Espace vert – square – équipements publics – place publique – Logements com.
Forconcedda – ER n°14
Espace vert – square

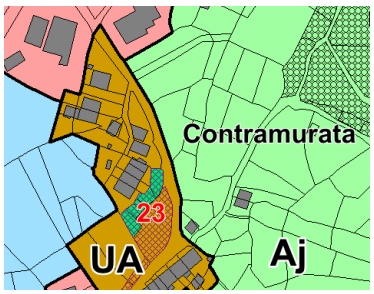


Conca – ER n°25
Elargissement voirie

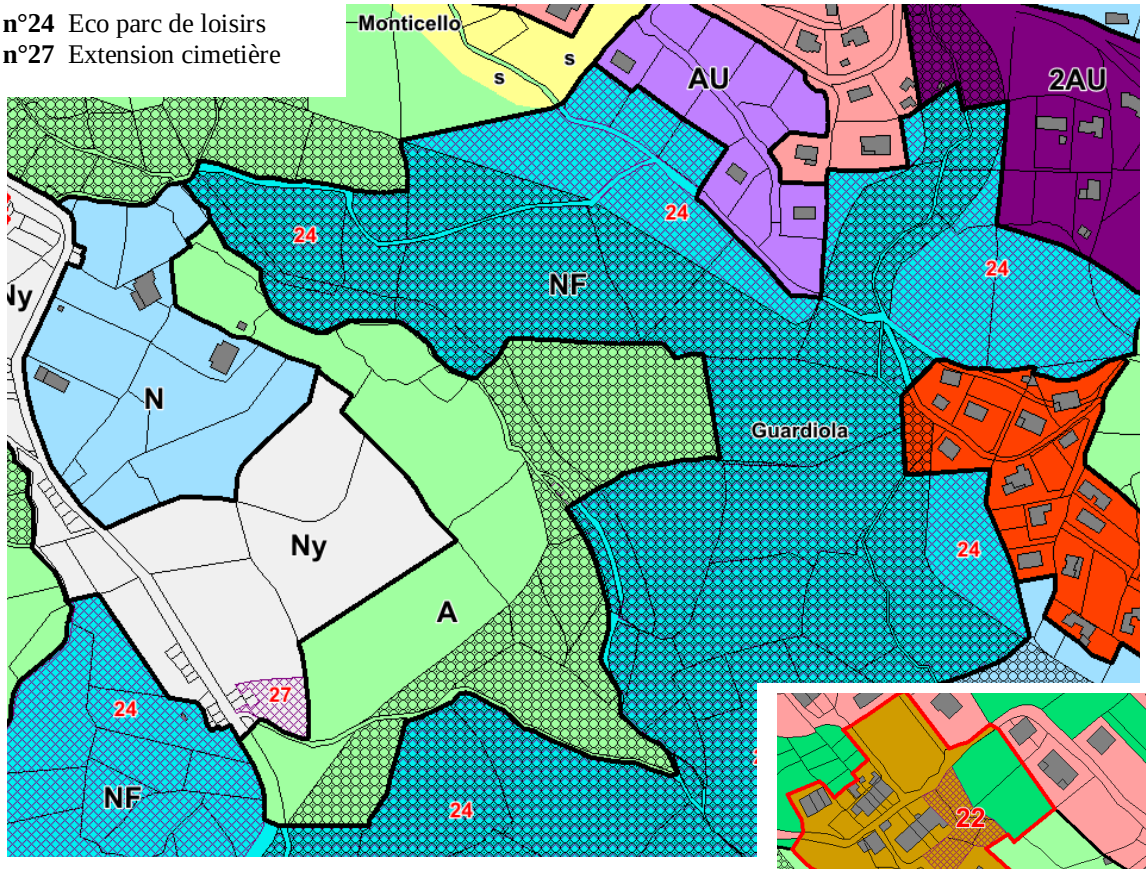
Forconcedda – ER n°15
Cheminement piéton
Espace vert

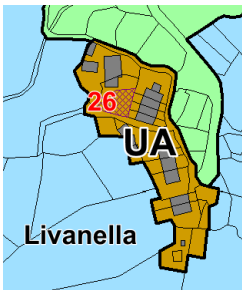


Mormontaggia – ER n°16
Place publique - Stationnement
Mormontaggia – ER n°17 Jardins familiaux
Place publique - Stationnement
Alzitella – ER n°18
Stationnement
Alzitella – ER n°19
Place publique - Stationnement
Vignola – ER n°20
Place publique
Vignola – ER n°21
Stationnement
Vignola – ER n°28
Place publique
Contramurata – ER n°23
Place publique - Stationnement

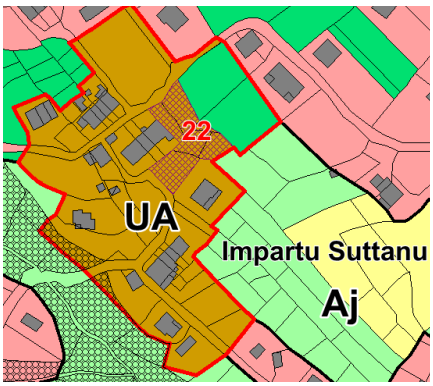


Guardiola – ER n°24 Eco parc de loisirs
Guardiola – ER n°27 Extension cimetière





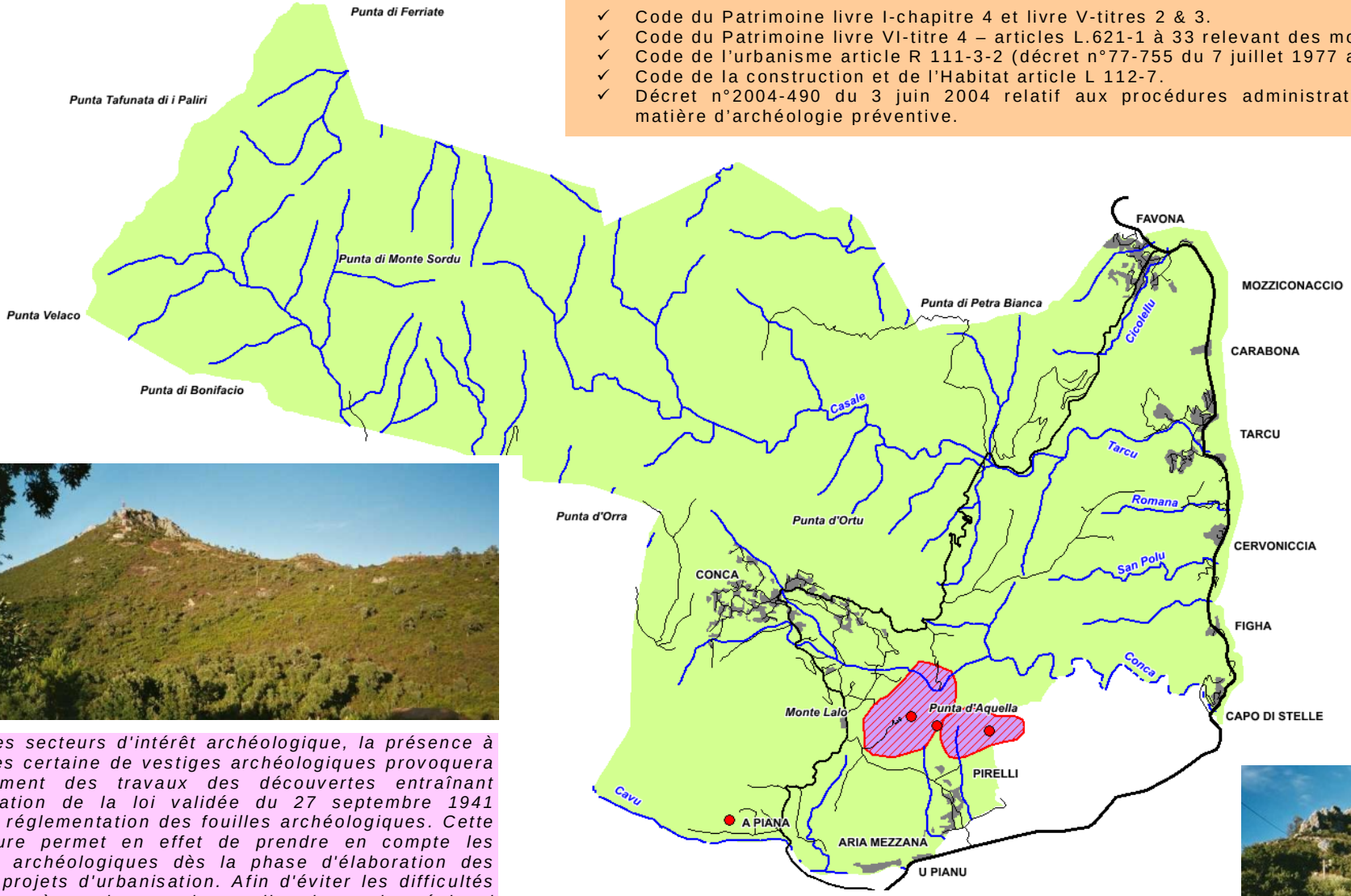
Livanella – ER n°26
Place publique



Impartu Suttani– ER n°22
Place publique - Stationnement

Secteurs archéologiques

- ✓ Code du Patrimoine livre I-chapitre 4 et livre V-titres 2 & 3.
- ✓ Code du Patrimoine livre VI-titre 4 – articles L.621-1 à 33 relevant des monuments historiques.
- ✓ Code de l'urbanisme article R 111-3-2 (décret n°77-755 du 7 juillet 1977 article 4.
- ✓ Code de la construction et de l'Habitat article L 112-7.
- ✓ Décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.







Dans les secteurs d'intérêt archéologique, la présence à peu près certaine de vestiges archéologiques provoquera au moment des travaux des découvertes entraînant l'application de la loi validée du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques. Cette procédure permet en effet de prendre en compte les risques archéologiques dès la phase d'élaboration des avants projets d'urbanisation. Afin d'éviter les difficultés inhérentes à une intervention tardive du service régional de l'archéologie, il est recommandé au maître d'ouvrage de soumettre leurs projets d'urbanisme à l'adresse suivante :
DRAC de Corse - Service régional de l'archéologie - Villa San Lazaro - 1, rue de la Pietrina
CS 10 0003 - 20704 AJACCIO - Cedex 9
Tel : 04 95 51 52 27 - Télécopie : 04 95 21 20 69

Arrêté préfectoral relatif au débroussaillement légal

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté n°2012338-0004 **du** – 3 DEC. 2012 **relatif au débroussaillement légal.**

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,

Vu le code forestier, notamment ses articles L131-10 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-2 al.5 et L.2215-1 al.3 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 311-1, L. 322-2, L. 442-1, L443-1 à 4 et L444-1 ;

Vu le dossier départemental des risques majeurs de juin 2011 ;

Vu l'avis émis par la sous commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue lors de sa séance du 12 juillet 2012 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la république du 10 mars 2011 nommant M. Patrick STRZODA préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012207-0001 modifié du 25 juillet 2012 portant délégation de signature à M. Rémi BASTILLE, sous- préfet, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud;

Considérant que les bois, forêts et maquis plus ou moins boisés couvrent la quasi totalité du département de la Corse-du-sud ;

Considérant que le risque élevé d'incendie qui en résulte concerne l'ensemble du département ;

Considérant, qu'en conséquence, il convient d'appliquer sur la totalité du territoire du département les dispositions en matière de débroussaillement prévues par le code forestier, notamment en son article L134-6 ;

ARRETE

Article 1er - Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sur l'ensemble du territoire du département de la Corse-du-sud.

Préfecture de la Corse-du-Sud – BP 401 – 20188 Ajaccio cedex 1 – Standard : 04.95.11.12.13
Télécopie : 04.95.11.10.28 – Adresse électronique : prefecture@corse-du-sud.gouv.fr

Article 2 - Définition du débroussaillement

Pour application de l'article L. 131-10 du code forestier et du présent arrêté, on entend par débroussaillement l'élimination par coupe rez-de-terre de tous les végétaux vivants ou morts et de leur rémanents, à l'exception des végétaux vivants dont le maintien permet de respecter les dispositions définies dans les paragraphes numérotés de I à II du présent article.

Les rémanents doivent être évacués, broyés ou incinérés dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Les parties mortes des végétaux maintenus (branche sèche, tige sèche d'une cépée,...) doivent être éliminées au même titre que les végétaux morts.

L'état débroussaillé doit être garanti tout au long de l'année.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- arbuste : tous les végétaux (naturels ou d'ornement) d'une hauteur totale inférieure ou égale à 3 mètres ;
- arbre : tous les végétaux (naturels ou d'ornement) d'une hauteur totale supérieure à 3 mètres;
- dimension du houppier ou du bosquet : la plus grande dimension de la projection verticale du ou des houppiers au sol ;
- bosquet : ensemble de végétaux dont les houppiers sont jointifs ;
- houppier : ensemble des branches qui forment la tête ou le sommet de la tige d'un arbre ;
- ouverture : porte ou fenêtre ;
- HTB : lignes électriques de tension supérieure à 50 000V ;
- HTA : lignes électriques de tension comprise entre 1 000 et 50 000V ;
- BT : lignes électriques de tension inférieure à 1 000V ;
- accotement : zone s'étendant de la limite de la chaussée au début du talus
- HLL : habitations légères de loisir

I- règles générales

1/ Cas des arbustes : végétaux de hauteur inférieure à 3 mètres (cf. annexe 1)

Les arbustes peuvent être conservés sous réserve des dispositions suivantes :

- La plus grande dimension (D) du houppier des arbustes isolés ou des bosquets d'arbustes est inférieure ou égale à 5 mètres.
- La distance horizontale entre deux arbustes isolés ou deux groupes d'arbustes (d_1) est supérieure ou égale à la dimension du houppier le plus grand et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance verticale entre le haut d'un arbuste ou d'un groupe d'arbustes et les branches basses d'un arbre (d_2) est supérieure ou égale à 2 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 2 mètres. Si une telle superposition n'est pas possible, la distance horizontale entre un arbuste ou un groupe d'arbustes et un arbre (d_3) est supérieure ou égale 3 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance horizontale entre un arbuste isolé ou un groupe d'arbustes et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 3 mètres.

2/ Cas des arbres : végétaux de hauteur supérieure à 3 mètres (cf. annexe 1)

Les arbres peuvent être conservés sous réserve des dispositions générales suivantes :

- Elagage

L'ensemble des arbres maintenus devront être élagués au moins sur la plus petite des deux hauteurs suivantes : 30% de leur hauteur totale pour les feuillus et 50% de leur hauteur totale pour les résineux ou 2 mètres.

- Mise à distance des houppiers

Les arbres peuvent être maintenus isolément ou en bosquet, sous réserve de respecter les mises à distances suivantes :

- En cas de végétaux sous les arbres, la distance entre les branches basses de l'arbre et le haut de la végétation basse est supérieure ou égale à 2 fois la hauteur de la végétation basse et ne peut être inférieure à 2 mètres
- La distance en tout sens entre le houppier d'un arbre et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_5)est supérieure ou égale à 3 mètres.
- La distance entre le houppier d'un arbre et une structure de type HLL (d_6) est supérieure ou égale à 3 mètres.

3/ Cas des haies

Les haies peuvent être conservées sous réserve des dispositions suivantes :

- Haie constituée de végétaux de hauteur inférieure ou égale à 2 mètres :

- L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 1 mètre.
- Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
- La distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bosquet d'arbustes (d_1) est supérieure ou égale à la dimension du houppier de l'arbuste ou du bosquet et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance entre la haie et un arbre (d_3) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance entre la haie et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres.

- Haie constituée de végétaux de hauteur supérieure à 2 mètres :

- L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 2 mètres.
- Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
- La distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bosquet d'arbustes (d_3) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste sans être inférieure à 2 mètres
- La distance entre la haie et un arbre est supérieure ou égale à 2 mètres.
- La distance entre la haie et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est égale à 3 fois la hauteur de la haie.

4/ Traitement des végétations mixtes

Les dispositions définies aux paragraphes 1, 2 et 3 sont mises en œuvre simultanément.

II- règles particulières applicables aux terrains de campings (cf. annexe 2)

1/ Cas des arbustes : végétaux de hauteur inférieure à 3 mètres

Les arbustes peuvent être conservés sous réserve des dispositions suivantes :

- La plus grande dimension du houppier (D) des arbustes isolés ou des bosquets d'arbustes est inférieure ou égale à 5 mètres.
- La distance horizontale entre deux arbustes isolés ou deux groupes d'arbustes (d_7) ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance horizontale entre un arbuste isolé ou un groupe d'arbustes et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_8) ne peut être inférieure à 3 mètres.

2/ Cas des arbres : végétaux de hauteur supérieure à 3 mètres

Les arbres peuvent être conservés sous réserve des dispositions générales suivantes :

- Elagage

L'ensemble des arbres maintenus devront être élagués au moins sur la plus petite des deux hauteurs suivantes : 30% de leur hauteur totale pour les feuillus et 50% de leur hauteur totale pour les résineux ou 2,5 mètres.

- Mise à distance des houppiers

Les arbres peuvent être maintenus isolément ou en bosquet, en éliminant l'ensemble des arbres dominés.
Ils respecteront les mises à distance suivantes :

- en cas de végétaux sous les arbres, la distance verticale entre les branches basses de l'arbre et le haut de la végétation basse (d_9) est supérieure à 2 fois la hauteur de végétation et ne peut être inférieure à 2,5 mètres.
- La distance en tout sens entre le houppier d'un arbre et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{10})est supérieure ou égale à 3 mètres.
- La distance entre le houppier d'un arbre et une structure de type HLL (d11) est supérieure ou égale à 3 mètres

3/ Cas des haies

- Haies périmétrales

L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 2 mètres.
Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
* la distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bouquet d'arbustes (d_{12})est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste sans être inférieure à 2 mètres
* la distance entre une haie et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{13}) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres.

- Haies internes au camping

Elles respecteront les caractéristiques suivantes :

- hauteur inférieure ou égale à 1,5 mètres
- épaisseur inférieure ou égale à 1 mètre
- longueur inférieure ou égale à 15 mètres

Les mises à distance à respecter sont les suivantes :

- la distance entre une haie et un arbuste ou entre 2 tronçons de haie (d_{14}) ne peut être inférieure à 2 mètres
- la distance entre la haie et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{15}) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres

4/ Débroussaillement des voies de circulation internes

Les travaux à réaliser sont l'élimination par abattage ou élagage de toute végétation arbustive et arborée surplombant la chaussée, à concurrence d'une hauteur (H) de 4 mètres par rapport à la chaussée, sur l'ensemble de la largeur de la chaussée (L), avec un minimum de 4m de large

Article 3 - Obligations de débroussaillement liées à la protection des zones urbaines

Le débroussaillement et le maintien en l'état débroussaillé sont obligatoires :

1) Aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de cinquante mètres ;

2) Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur comprenant l'ensemble des accotements de ces voies sans excéder 20 mètres de part et d'autre de la chaussée. Les travaux à réaliser sont ceux énoncés dans l'article 5 du présent arrêté ;

3) Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;

4) Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu : le représentant de l'Etat dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres ;

5) Sur la totalité des terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concerté, à une association foncière urbaine ou à un lotissement (articles L 311-1, L 322-2 et L 442-1 du code de l'urbanisme).

6) Sur les terrains de camping, caravaning et de stationnement de caravanes (articles L 443-1 à L 443-4 et L 444-1 du code de l'urbanisme).

Dans les cas mentionnés au 1° et 2° de cet article, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, pour la protection desquels la servitude est établie, hors cas prévus dans les articles L131-12 et L 131-13 du code forestier.

Dans les cas mentionnés aux 3° à 6° de cet article, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain.

Article 4 - Obligation de débroussaillement le long des voies ouvertes à la circulation publique

Le débroussaillement des voies ouvertes à la circulation publique, propriétés des collectivités ou sous statut privé, doit être réalisé sur une profondeur comprenant l'ensemble des accotements de ces voies sans excéder 20 mètres de part et d'autre de la chaussée (cf. annexe 3) .

Les travaux à réaliser sont :

- L'élimination de la végétation herbacée et arbustive par fauchage sur les accotements de la chaussée.
- L'élimination par abattage ou élagage de toute végétation arbustive et arborée surplombant la chaussée à concurrence d'une hauteur de 4 mètres par rapport à la chaussée.

Pour l'application du présent article, on entend par chaussée l'ensemble des surfaces de la route où circulent normalement les véhicules, et par accotement la zone s'étendant de la limite de la chaussée au raccordement avec le fossé ou le talus.

Article 5 - Cas des Zones d'Appui à la Lutte prévues aux PLPI et PRMF le long des voies ouvertes à la circulation publique

En application de l'article L.134-10 du code forestier, dans les cas où des Zones d'appui à la lutte (ZAL) sont prévues en appui de voies ouvertes à la circulation publique dans un Plan local de protection contre les incendies ou dans une étude de Protection rapprochée de massif forestier approuvés, les collectivités territoriales sur le territoire desquelles elles se situent, ou leurs groupements intéressés, procèdent à leurs frais au débroussaillement et au maintien en l'état débroussaillé de bandes latérales dont la largeur totale est définie dans les études sus-mentionnées, sans excéder 100m. Les propriétaires des fonds ne peuvent s'opposer à ce débroussaillement.

Article 6 - Exploitations forestières

Pour le présent article, on entend par rémanent tout produit de coupe non commercialisé d'un diamètre inférieur ou égal à 15 cm.

Lors d'une exploitation forestière, les propriétaires des terrains d'emprise de coupes mettront en œuvre les prestations suivantes :

1) Coupes aux abord des voies ouvertes à la circulation publique

- Les rémanents sont éliminés sur une bande de 10 mètres de profondeur de part et d'autre de ces voies. L'élimination sera réalisée par évacuation, broyât ou incinération en respect des dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à l'emploi du feu. En aucun cas, l'accumulation par ripage des rémanents vers le parterre de la coupe et à l'extérieur de cette bande de 10 mètres ne sera considérée comme élimination.
- Sur une profondeur de 40 mètres au-delà de la bande de 10 mètres mentionnée à l'alinéa précédent, les rémanents débités en tronçons inférieurs à 2 mètres de long doivent être éparpillés sur le parterre de la coupe. Chaque tronçon doit être entièrement en contact avec le sol.

2) Terrains soumis à une obligation de débroussaillement liée à la protection de la zone urbaine et terrains situés dans l'emprise d'un ouvrage de prévention des incendies de forêts existant

Lorsqu'une coupe de bois est située sur l'emprise de terrains devant faire l'objet d'un débroussaillement légal ou de terrains situés dans l'emprise d'un ouvrage de prévention des incendies de forêts existant, les rémanents doivent être éliminés par évacuation, broyât ou incinération en respect des dispositions de l'arrêté préfectoral

relatif à l'emploi du feu. En aucun cas, l'accumulation par ripage des rémanents hors des terrains concernés ne sera considérée comme élimination.

Les travaux ainsi réalisés sont à la charge du propriétaire des bois.

3) Délais

Du 1er juillet au 30 septembre, à la fin de chaque journée, aucun rémanent non traité tel que défini au 1) et 2) ne doit subsister sur les exploitations forestières après le départ du dernier ouvrier.

En cas de non respect de ces dispositions, l'administration pourra intervenir d'office après mise en demeure des intéressés et à leur charge.

Article 7 - Abords des lignes électriques

En application de l'article L.134-11 du code forestier, le transporteur ou le distributeur d'énergie exploitant des lignes aériennes procède à ses frais :

- pour les lignes BT en fils nus, à l'élagage pour réaliser une zone de sécurité de 1 mètre, en tous sens, entre végétation et câbles,
- pour les lignes BT en conducteurs isolés, à l'élagage pour empêcher tout contact entre végétation et câbles,
- pour les lignes HTB, à la réalisation d'une zone de sécurité telle que la végétation soit située à 3 m des câbles en tous sens,
- pour les lignes HTA, à la réalisation d'une zone de sécurité telle que la végétation soit située à 2m des câbles en tous sens, cette distance étant portée à 3m à compter du 30 juin 2016.

Les rémanents de coupe seront éliminés ou broyés.

Article 8 - L'arrêté n°2012194-0012 du 12 juillet 2012 est abrogé.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-sud, le sous-préfet de Sartène, le sous-préfet, directeur de cabinet, les maires, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le commandant du groupement de gendarmerie de Corse-du-sud, le directeur régional de l'Office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dans les communes par les soins des maires.

Le Préfet

Patrick STRZODA

Voies et délais de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



This document was created with the Win2PDF “print to PDF” printer available at
http://www.win2pdf.com

This version of Win2PDF 10 is for evaluation and non-commercial use only.

This page will not be added after purchasing Win2PDF.

http://www.win2pdf.com/purchase/